



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PROVENCE-ALPES-CÔTE-
D'AZUR

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°R93-2018-010

PUBLIÉ LE 26 JANVIER 2018

Sommaire

ARS

| | |
|---|---------|
| R93-2018-01-16-001 - 2016-R124 EHPAD RESIDENCE L'OUSTAOU (3 pages) | Page 4 |
| R93-2018-01-16-002 - 2017-034 EHPAD RESIDENCE MARSEILLANE (2 pages) | Page 8 |
| R93-2018-01-16-003 - 2017-R196 EHPAD LES OPALINES CLAIRFONTAINE (3 pages) | Page 11 |
| R93-2018-01-16-004 - 2017-R203 EHPAD LES OPALINES MARSEILLE (3 pages) | Page 15 |
| R93-2018-01-16-005 - 2017-R212 EHPAD LE BOCAGE (3 pages) | Page 19 |
| R93-2018-01-16-006 - 2017-R214 EHPAD RESIDENCE D'AZUR (3 pages) | Page 23 |
| R93-2018-01-16-007 - 2017-R260 EHPAD MAISON DE LA PINEDE (2 pages) | Page 27 |
| R93-2018-01-16-008 - 2017-R266 LES OPALINES LES PENNES MIRABEAU (3 pages) | Page 30 |
| R93-2018-01-16-009 - 2017-R271 UN HAMEAU POUR LA RETRAITE (3 pages) | Page 34 |
| R93-2018-01-16-010 - 2017-R273 EHPAD LE CHENE VERT (3 pages) | Page 38 |

ARS PACA

| | |
|---|---------|
| R93-2018-01-08-016 - 2018 01 08 DEC MODIF PUI CLIN JUGE (3 pages) | Page 42 |
| R93-2018-01-08-015 - 2018 01 08 DEC TRANSF PCIE ST ANDRE (3 pages) | Page 46 |
| R93-2018-01-10-005 - 2018 01 10 DEC PUI RETROCESSION POLY PARC RAMBOT (3 pages) | Page 50 |
| R93-2018-01-19-003 - 2018-BOQOS-01-002.pdf (32 pages) | Page 54 |

DRAAF PACA

| | |
|---|----------|
| R93-2018-01-24-002 - Arrêté portant autorisation d'exploiter de la SAS CHATEAU SAINT-PONS Domaine le Saint Pons 84400 VILLARS (1 page) | Page 87 |
| R93-2018-01-24-003 - Arrêté portant autorisation d'exploiter de M Géry BURY 206 Cours Fernande Peyre 84800 L'ISLE SUR LA SORGUE (1 page) | Page 89 |
| R93-2018-01-22-014 - Arrêté portant habilitation en tant qu'organisme de formation pour la mise en oeuvre du stage collectif de formation de 21 heures pour les Alpes-de-Haute-Provence (2 pages) | Page 91 |
| R93-2018-01-22-016 - Arrêté portant habilitation en tant qu'organisme de formation pour la mise en oeuvre du stage collectif de formation de 21 heures pour les Alpes-Maritimes (2 pages) | Page 94 |
| R93-2018-01-22-017 - Arrêté portant habilitation en tant qu'organisme de formation pour la mise en oeuvre du stage collectif de formation de 21 heures pour les Bouches-du-Rhône (2 pages) | Page 97 |
| R93-2018-01-22-015 - Arrêté portant habilitation en tant qu'organisme de formation pour la mise en oeuvre du stage collectif de formation de 21 heures pour les Hautes-Alpes (2 pages) | Page 100 |
| R93-2018-01-22-008 - Arrêté portant labellisation du Centre d'Élaboration du Plan de Professionnalisation Personnalisé (CEPPP) pour les Alpes-de-Haute-Provence (2 pages) | Page 103 |

R93-2018-01-22-010 - Arrêté portant labellisation du Centre d'Élaboration du Plan de Professionnalisation Personnalisé (CEPPP) pour les Alpes-Maritimes (2 pages) Page 106

R93-2018-01-22-009 - Arrêté portant labellisation du Centre d'Élaboration du Plan de Professionnalisation Personnalisé (CEPPP) pour les Hautes-Alpes (2 pages) Page 109

R93-2018-01-24-004 - Arrêté portant retrait d'autorisation d'exploiter du GAEC LEVEURS DES BAOUS domicilié 3-4 Rue de la Poucrière 06640 ST-JEANNET (2 pages) Page 112

SGAMI SUD

R93-2018-01-22-002 - Arrêté autorisant l'ouverture d'un recrutement des Adjoints de Sécurité de la Police Nationale – 2ème session 2018 (2 pages) Page 115

ARS

R93-2018-01-16-001

2016-R124 EHPAD RESIDENCE L'OUSTAOU

Renouvellement de l'autorisation de fonctionnement

Réf : DD13-0816-6243-D

Arrêté DOMS/ PA n° 2016-R124

relatif au renouvellement de l'autorisation de fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) RESIDENCE L'OUSTAOU sis avenue Georges Pompidou 13380 Plan de Cuques.

**FINESS EJ : 13 000 709 9
FINESS ET : 13 080 912 2**

Le directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

La présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L312-1, L.312-5, L.312-5-1, L312-8, L 312-9, L 313-1 et suivants, R313-10-3, D312-203 et suivants, annexe 3-10 ;

Vu le code de la santé publique notamment les articles L1432-1 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2002-2 rénovant l'action sociale et médico-sociale notamment les articles 80 et 80-1 ;

Vu le décret du 8 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Claude d'Harcourt en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu l'arrêté initial autorisant la création de l'EHPAD résidence L'Oustaou sis avenue Georges Pompidou 13380 Plan de Cuques géré par la SARL HTO sise avenue Georges Pompidou 13380 PLAN DE CUQUES ;

Vu la convention tripartite pluriannuelle conclue en date du 01 décembre 2015 ;

Vu le rapport d'évaluation externe des activités et de la qualité des prestations de l'EHPAD résidence L'Oustaou reçu le 23 décembre 2014 et réalisé par ADEQUATION SANTE ;

Considérant que les résultats de l'évaluation externe attestent de la capacité de l'établissement à assurer un accompagnement satisfaisant des personnes accueillies ;

Considérant que l'EHPAD résidence L'Oustaou s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue de la qualité;



Sur proposition de la déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur et du directeur général des services du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ;

Arrêtent

Article 1er : En application de l'article L313-5 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation de fonctionnement de l'EHPAD résidence L'Oustaou accordée à la SARL HTO (FINESS EJ : 13 000 709 9) est renouvelée pour une durée de quinze ans à compter du 4 janvier 2017.

Article 2 : La capacité de l'EHPAD résidence L'Oustaou est fixée à 75 Lits d'hébergement permanent, dont 10 lits sont habilités à l'aide sociale.

Les lits autorisés sont répertoriés et codifiés dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la manière suivante :

Entité juridique (EJ) : SARL HEBERG TEMP DE L'OUSTAO – avenue Georges Pompidou – 13380 Plan de Cuques
Numéro d'identification (N° FINESS) : 13 000 709 9
Statut juridique : 72 – S.A.R.L.
Numéro SIREN : 392 410 460

Entité établissement (ET) : EHPAD RESIDENCE L'OUSTAOU - avenue Georges Pompidou – 13380 Plan de Cuques.
Numéro d'identification (N° FINESS) : 13 080 912 2
Numéro SIRET : 392 410 460 00027
Code catégorie établissement : 500 – EHPAD
Code mode de fixation des tarifs (MFT) : 45 – ARS TP HAS nPUI

Triplets attachés à cet ET

Hébergement permanent (HP) personnes âgées dépendantes

Capacité autorisée: 75 lits, dont 10 lits habilités à l'aide sociale

- | | | |
|--------------------------|-----|------------------------------|
| • Discipline | 924 | accueil pour personnes âgées |
| • Mode de fonctionnement | 11 | hébergement complet internat |
| • Clientèle | 711 | personnes âgées dépendantes |

Cet arrêté vaut autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux.

Article 3 : L'établissement procèdera aux évaluations internes et externes de ses activités et de la qualité de ses prestations dans les conditions prévues aux articles L312-8 et D312-203 à D312-205 du code de l'action sociale et des familles. Le renouvellement de l'autorisation est subordonné aux résultats de la seconde évaluation externe.

Article 4 : A aucun moment la capacité de l'EHPAD ne devra dépasser celle autorisée par le présent arrêté. Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement devra être porté à la connaissance des autorités compétentes conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles.
L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord desdites autorités.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour l'intéressé et à compter de sa publication pour les tiers.



Article 6 : La déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, le directeur général des services du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône et la direction de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs du département et de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

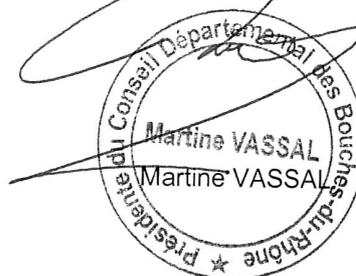
Marseille, le

16 JAN. 2018

Le directeur général
de l'Agence régionale de santé
Provence-Alpes-Côte d'Azur
Pour le Directeur Général de l'ARS
et par délégation
Le Directeur Général adjoint

Norbert NABET

La présidente du Conseil départemental
des Bouches-du-Rhône



ARS

R93-2018-01-16-002

2017-034 EHPAD RESIDENCE MARSEILLANE

Création d'un PASA de 14 places

Réf : DD13-0517-3231-D

ARRETE DOMS/PA n° 2017-034

portant création d'un pôle d'activités et de soins adaptés (PASA) de 14 places au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) Résidence Marseillane, sans extension de sa capacité.

FINESS ET : 13 000 998 8
FINESS EJ : 13 000 993 9

Le directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

La présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment le livre 1^{er}, titre 7, chapitre 4 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L313-1 ;

Vu le décret du 8 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Claude d'Harcourt en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu l'arrêté conjoint du 28 novembre 2001 autorisant la création de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes Résidence Marseillane ;

Vu l'arrêté conjoint du 28 juin 2017 relatif au renouvellement de l'autorisation de fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes Résidence Marseillane ;

Considérant l'annexe quatre de la circulaire n°DGAS/DSS/DHOS/2009/195 du 6 juillet 2009 relative à la mise en œuvre du volet médico-social du plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 ;

Considérant que la visite de confirmation de labellisation d'un pôle d'activités et de soins adaptés, en date du 08 septembre 2016 a fait l'objet d'un avis favorable à la reconnaissance d'une telle unité au sein de l'établissement d'hébergement des personnes âgées dépendantes Résidence Marseillane ;

Sur proposition de la déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur et du directeur général des services du conseil départemental des Bouches-du-Rhône ;

Arrêtent

Article 1er : Un pôle d'activités et de soins adaptés (PASA) de 14 places est autorisé au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes Résidence Marseillane.

La capacité totale de l'établissement reste constante, elle est fixée à 94 lits d'hébergement permanent.

Les lits et places autorisés sont répertoriés et codifiés dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la manière suivante :



Entité juridique (EJ) : SAS RESIDENCE MARSEILLANE
Numéro d'identification (N° FINESS) : 13 000 993 9
Adresse complète : 36 boulevard de la Pomme – 13011 Marseille

Statut juridique : 95 SAS
Numéro SIREN : 444 556 005

Entité établissement (ET) : EHPAD RESIDENCE MARSEILLANE – 36 boulevard de la Pomme 13011 Marseille
Numéro d'identification (N° FINESS) : 13 000 998 8
N° SIRET : 444 556 005 00031
Code catégorie établissement : 500 - EHPAD
Code mode de fixation des tarifs (MFT) : 45 - ARS TP HAS nPUI

Triplets attachés à cet ET

Hébergement permanent (HP) personnes âgées dépendantes

Capacité autorisée : 94 lits, dont 20 habilités à l'aide sociale

| | | |
|--------------------------|-----|------------------------------|
| Discipline : | 924 | Accueil pour personnes âgées |
| Mode de fonctionnement : | 11 | Hébergement complet internat |
| Clientèle | 711 | Personnes âgées dépendantes |

Pôle d'activités et de soins adaptés (PASA)

Pour 14 places

| | | |
|------------------------|-----|---|
| Discipline | 961 | Pôle d'activité et de soins adaptés |
| Mode de fonctionnement | 21 | Accueil de jour |
| Clientèle | 436 | personnes Alzheimer ou maladies apparentées |

Article 2 : La présente autorisation prendra effet à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 3 : La validité de l'autorisation reste fixée à quinze ans à compter du 04 janvier 2017.

Article 4 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux porté devant le directeur général de l'Agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur et la présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône et d'un recours contentieux qui sera porté devant le tribunal administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé ou de sa publication pour les tiers.

La déléguée départementale des Bouches-du-Rhône et le directeur général des services du conseil départemental des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département des Bouches-du-Rhône et de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Marseille, le

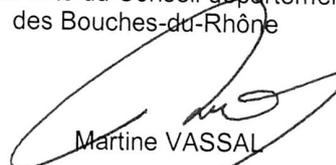
16 JAN. 2018

Le directeur général
de l'Agence régionale de santé
Provence-Alpes-Côte d'Azur



Claude d'HARCOURT

La présidente du Conseil départemental
des Bouches-du-Rhône



Martine VASSAL



ARS

R93-2018-01-16-003

2017-R196 EHPAD LES OPALINES CLAIRFONTAINE

Renouvellement de l'autorisation de fonctionnement

Réf : DD13-0916-6555-D

ARRETE DOMS/PA n° 2017-R196

relatif au renouvellement de l'autorisation de fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) LES OPALINES CLAIRFONTAINE sis 151/153 chemin Notre Dame de la Consolation 13013 MARSEILLE

**FINESS EJ : 13 000 004 5
FINESS ET : 13 078 006 7**

Le directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

La présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L312-1, L.312-5, L.312-5-1, L312-8, L 312-9, L 313-1 et suivants, R313-10-3, D312-203 et suivants, annexe 3-10 ;

Vu le code de la santé publique notamment les articles L1432-1 et suivants;

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu le code de la sécurité sociale;

Vu le code des relations entre le public et l'administration;

Vu la loi n°2002-2 rénovant l'action sociale et médico-sociale notamment les articles 80 et 80-1;

Vu le décret du 8 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Claude d'Harcourt en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu l'arrêté initial autorisant la création de l'EHPAD LES OPALINES CLAIRFONTAINE sis 151/153 chemin Notre Dame de la Consolation 13013 Marseille géré par la SA LES OPALINES CLAIRFONTAINE sis 151 chemin Notre Dame de la Consolation 13013 Marseille ;

Vu la convention tripartite pluriannuelle conclue en date du 26 mars 2016 ;

Vu le rapport d'évaluation externe des activités et de la qualité des prestations de l'EHPAD LES OPALINES CLAIRFONTAINE reçu le 18 septembre 2014 et réalisé par Cabinet Patricia Buisson Conseil;

Vu le courrier d'observations et de demande de compléments adressé au gestionnaire en date du 23 décembre 2015;

Vu le courrier de réponse de l'établissement et les éléments fournis suite aux observations en date du 13/01/2016 ;

Considérant que les résultats de l'évaluation externe et les éléments et documents transmis en complément par l'établissement ont permis de lever les observations et attestent de la capacité de l'établissement à assurer un accompagnement satisfaisant des personnes accueillies ;

Considérant que l'EHPAD LES OPALINES CLAIRFONTAINE s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue de la qualité;



Sur proposition de la déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur et du directeur général des services du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ;

Arrêtent

Article 1er : En application de l'article L313-5 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation de fonctionnement de l'EHPAD LES OPALINES CLAIRFONTAINE accordée à SA LES OPALINES CLAIRFONTAINE (FINESS EJ : 13 000 004 5) est renouvelée pour une durée de quinze ans à compter du 4 janvier 2017.

Article 2 : La capacité de l'EHPAD LES OPALINES CLAIRFONTAINE est fixée à 76 lits d'hébergement permanent, dont 43 lits sont habilités à l'aide sociale

Les lits autorisés sont répertoriés et codifiés dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la manière suivante :

Entité juridique : SA LES OPALINES CLAIRFONTAINE – 151/153 chemin Notre Dame de la Consolation 13013 Marseille

Numéro d'identification (N° FINESS) : 13 000 004 5

Statut juridique : 73 – Société anonyme

Numéro SIREN : 073 805 368

Entité établissement (ET) : EHPAD LES OPALINES CLAIRFONTAINE - 151/153 chemin Notre Dame de la Consolation 13013 Marseille

Numéro d'identification (N° FINESS) : 13 078 006 7

Numéro SIRET : 073 805 368 00013

Code catégorie établissement : 500 – EHPAD

Code mode de fixation des tarifs (MFT) : 45- ARS TP HAS nPUI

Triplet attaché à cet ET

Hébergement permanent (HP) personnes âgées dépendantes

Capacité autorisée : 76 lits, dont 43 habilités à l'aide sociale

- | | | |
|--------------------------|-----|------------------------------|
| • Discipline | 924 | accueil pour personnes âgées |
| • Mode de fonctionnement | 11 | hébergement complet internat |
| • Clientèle | 711 | personnes âgées dépendantes |

Cet arrêté vaut autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux.

Article 3 : L'établissement procédera aux évaluations internes et externes de ses activités et de la qualité de ses prestations dans les conditions prévues aux articles L312-8 et D312-203 à D312-205 du code de l'action sociale et des familles. Le renouvellement de l'autorisation est subordonné aux résultats de la seconde évaluation externe.

Article 4 : A aucun moment la capacité de l'EHPAD ne devra dépasser celle autorisée par le présent arrêté. Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement devra être porté à la connaissance des autorités compétentes conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord desdites autorités.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour l'intéressé et à compter de sa publication pour les tiers.

Article 6 : La déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, le directeur général des services du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône et la direction de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs du département et de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Marseille, le

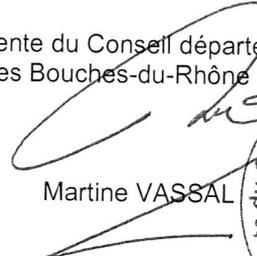
16 JAN. 2018

Le directeur général
de l'Agence régionale de santé
Provence-Alpes-Côte d'Azur



Claude d'HARCOURT

La présidente du Conseil départemental
des Bouches-du-Rhône



Martine VASSAL



ARS

R93-2018-01-16-004

2017-R203 EHPAD LES OPALINES MARSEILLE

Renouvellement de l'autorisation de fonctionnement

Réf : DD13-0916-6549-D

ARRETE DOMS/PA n° 2017-R203

relatif au renouvellement de l'autorisation de fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) LES OPALINES MARSEILLE sis 12 traverse Favant Saint Henri 13016 Marseille.

**FINESS EJ : 13 000 708 1
FINESS ET : 13 080 911 4**

Le directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

La présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L312-1, L.312-5, L.312-5-1, L312-8, L 312-9, L 313-1 et suivants, R313-10-3, D312-203 et suivants, annexe 3-10 ;

Vu le code de la santé publique notamment les articles L1432-1 et suivants;

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu le code de la sécurité sociale;

Vu le code des relations entre le public et l'administration;

Vu la loi n°2002-2 rénovant l'action sociale et médico-sociale notamment les articles 80 et 80-1;

Vu le décret du 8 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Claude d'Harcourt en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu l'arrêté initial du 31 janvier 1990 autorisant la création de l'EHPAD LES OPALINES MARSEILLE sis 12 traverse Favant 13016 Marseille géré par la SARL LES OPALINES MARSEILLE sis traverse Favant 13016 Marseille ;

Vu la convention tripartite pluriannuelle conclue en date du 21 mai 2013 ;

Vu le rapport d'évaluation externe des activités et de la qualité des prestations de l'EHPAD LES OPALINES MARSEILLE reçu le 08 décembre 2014 et réalisé par CPBC;

Vu le courrier d'observations et de demande de compléments adressé au gestionnaire en date du 23 décembre 2015;

Vu le courrier de réponse de l'établissement et les éléments fournis suite aux observations en date 12 janvier 2016 ;

Considérant que les résultats de l'évaluation externe et les éléments et documents transmis en complément par l'établissement ont permis de lever les observations et attestent de la capacité de l'établissement à assurer un accompagnement satisfaisant des personnes accueillies ;

Considérant que l'EHPAD LES OPALINES MARSEILLE s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue de la qualité;



Sur proposition de la déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur et du directeur général des services du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ;

Arrêtent

Article 1er : En application de l'article L313-5 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation de fonctionnement de l'EHPAD LES OPALINES MARSEILLE accordée à SARL LES OPALINES MARSEILLE (FINESS EJ : 13 000 708 1) est renouvelée pour une durée de quinze ans à compter du 4 janvier 2017.

Article 2 : La capacité de l'EHPAD EHPAD LES OPALINES MARSEILLE est fixée à 80 lits d'hébergement permanent, dont 30 lits sont habilités à l'aide sociale.

Les lits autorisés sont répertoriés et codifiés dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la manière suivante :

Entité juridique (EJ) : SARL LES OPALINES MARSEILLE – 12 traverse Favant 13016 Marseille
Numéro d'identification (N° FINESS) : 13 000 708 1
Statut juridique : 72 – S.A.R.L.
Numéro SIREN : 353 995 566

Entité établissement (ET) : EHPAD LES OPALINES MARSEILLE - 12 traverse Favant 13016 Marseille
Numéro d'identification (N° FINESS) : 13 080 911 4
Numéro SIRET : 353 995 566 00026
Code catégorie établissement : 500 – EHPAD
Code mode de fixation des tarifs (MFT) : 45 – ARS TP HAS nPUI

Triplet attaché à cet ET

Hébergement permanent (HP) personnes âgées dépendantes

Capacité autorisée : 80 lits

- | | | |
|--------------------------|-----|------------------------------|
| • Discipline | 924 | accueil pour personnes âgées |
| • Mode de fonctionnement | 11 | hébergement complet internat |
| • Clientèle | 711 | personnes âgées dépendantes |

Cet arrêté vaut autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux.

Article 3 : L'établissement procédera aux évaluations internes et externes de ses activités et de la qualité de ses prestations dans les conditions prévues aux articles L312-8 et D312-203 à D312-205 du code de l'action sociale et des familles. Le renouvellement de l'autorisation est subordonné aux résultats de la seconde évaluation externe.

Article 4 : A aucun moment la capacité de l'EHPAD ne devra dépasser celle autorisée par le présent arrêté. Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement devra être porté à la connaissance des autorités compétentes conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles.
L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord desdites autorités.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour l'intéressé et à compter de sa publication pour les tiers.

Article 6 : La déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, le directeur général des services du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône et la direction de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs du département et de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Marseille, le

16 JAN. 2018

Le directeur général
de l'Agence régionale de santé
Provence-Alpes-Côte d'Azur

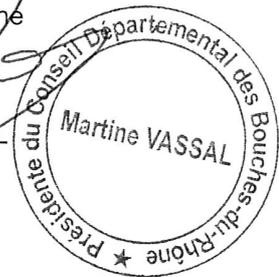


Claude d'HARCOURT

La présidente du Conseil départemental
des Bouches-du-Rhône



Martine VASSAL



ARS

R93-2018-01-16-005

2017-R212 EHPAD LE BOCAGE

Renouvellement de l'autorisation de fonctionnement

Réf : DD13-0916-6957-D

ARRETE DOMS/PA n° 2017-R212

relatif au renouvellement de l'autorisation de fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) LE BOCAGE sis 36 boulevard Jean-Jacques Rousseau 13821 La-Penne-sur-Huveaune.

FINESS EJ : 13 000 032 6

FINESS ET : 13 078 079 4

Le directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

La présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L312-1, L.312-5, L.312-5-1, L312-8, L 312-9, L 313-1 et suivants, R313-10-3, D312-203 et suivants, annexe 3-10 ;

Vu le code de la santé publique notamment les articles L1432-1 et suivants;

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu le code de la sécurité sociale;

Vu le code des relations entre le public et l'administration;

Vu la loi n°2002-2 rénovant l'action sociale et médico-sociale notamment les articles 80 et 80-1;

Vu le décret du 8 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Claude d'Harcourt en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu l'arrêté initial du 12 juillet 1982 autorisant la création de l'EHPAD LE BOCAGE sis 36 boulevard Jean-Jacques Rousseau 13821 La-Penne-sur-Huveaune géré par la S.A.R.L. LE BOCAGE sis 36 boulevard Jean-Jacques Rousseau 13821 La-Penne-sur-Huveaune;

Vu la convention tripartite pluriannuelle conclue en date du 16 février 2016 ;

Vu le rapport d'évaluation externe des activités et de la qualité des prestations de l'EHPAD reçu le 24 décembre 2014 et réalisé par 4 AS ;

Vu le courrier d'observations et de demande de compléments adressé au gestionnaire en date du 23 décembre 2015;

Vu le courrier de réponse de l'établissement et les éléments fournis suite aux observations en date 19 janvier 2016 ;

Considérant que les résultats de l'évaluation externe et les éléments et documents transmis en complément par l'établissement ont permis de lever les observations et attestent de la capacité de l'établissement à assurer un accompagnement satisfaisant des personnes accueillies ;

Considérant que l'EHPAD s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue de la qualité;



Sur proposition de la déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur et du directeur général des services du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ;

Arrêtent

Article 1er : En application de l'article L313-5 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation de fonctionnement de l'EHPAD LE BOCAGE accordée à la S.A.R.L. La-Penne-sur-Huveaune (FINESS EJ : 13 000 032 6) est renouvelée pour une durée de quinze ans à compter du 4 janvier 2017.

Article 2 : La capacité de l'EHPAD est fixée à 70 lits d'hébergement permanent, dont 10 lits habilités au titre de l'aide sociale.

Les lits autorisés sont répertoriés et codifiés dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la manière suivante :

Entité juridique (EJ) : S.A.R.L. LE BOCAGE – 36 boulevard Jean-Jacques Rousseau 13821 La-Penne-sur-Huveaune

Numéro d'identification (N° FINESS) : 13 000 032 6

Statut juridique : 72 – S.A.R.L.

Numéro SIREN : 072 806 706

Entité établissement (ET) : EHPAD LE BOCAGE - 36 boulevard Jean-Jacques Rousseau 13821 La-Penne-sur-Huveaune

Numéro d'identification (N° FINESS) : 13 078 079 4

Numéro SIRET : 072 806 706 00015

Code catégorie établissement : 500 – EHPAD

Code mode de fixation des tarifs (MFT) : 45 – ARS TP HAS nPUI

Triplet attaché à cet ET

Hébergement permanent (HP) personnes âgées dépendantes

Capacité autorisée : 70 lits, dont 10 habilités au titre de l'aide sociale

- | | | |
|--------------------------|-----|------------------------------|
| • Discipline | 924 | accueil pour personnes âgées |
| • Mode de fonctionnement | 11 | hébergement complet internat |
| • Clientèle | 711 | personnes âgées dépendantes |

Cet arrêté vaut autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux.

Article 3 : L'établissement procèdera aux évaluations internes et externes de ses activités et de la qualité de ses prestations dans les conditions prévues aux articles L312-8 et D312-203 à D312-205 du code de l'action sociale et des familles. Le renouvellement de l'autorisation est subordonné aux résultats de la seconde évaluation externe.

Article 4 : A aucun moment la capacité de l'EHPAD ne devra dépasser celle autorisée par le présent arrêté. Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement devra être porté à la connaissance des autorités compétentes conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord desdites autorités.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour l'intéressé et à compter de sa publication pour les tiers.

Article 6 : La déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, le directeur général des services du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône et la direction de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs du département et de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Marseille, le

16 JAN. 2018

Le directeur général
de l'Agence régionale de santé
Provence-Alpes-Côte d'Azur

CR

La présidente du Conseil départemental
des Bouches-du-Rhône



Claude d'HARCOURT

ARS

R93-2018-01-16-006

2017-R214 EHPAD RESIDENCE D'AZUR

Renouvellement de l'autorisation de fonctionnement

Réf : DD13-0916-6949-D

ARRETE DOMS/PA n° 2017-R214

relatif au renouvellement de l'autorisation de fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) RESIDENCE D'AZUR (ex. VILLA DAVID) sis 12 allée Louis Pasteur 13830 ROQUEFORT LA BEDOULE

FINESS EJ : 33 005 962 7

FINESS ET : 13 081 076 5

Le directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

La présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L312-1, L.312-5, L.312-5-1, L312-8, L 312-9, L 313-1 et suivants, R313-10-3, D312-203 et suivants, annexe 3-10 ;

Vu le code de la santé publique notamment les articles L1432-1 et suivants;

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu le code de la sécurité sociale;

Vu le code des relations entre le public et l'administration;

Vu la loi n°2002-2 rénovant l'action sociale et médico-sociale notamment les articles 80 et 80-1;

Vu le décret du 8 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Claude d'Harcourt en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu l'arrêté initial autorisant la création de l'EHPAD Villa Davidsis 12 allée Louis Pasteur 13830 Roquefort-la-Bedoule géré par la SARL EDEN VILLA DAVID sis 17 allée Louis Pasteur 13830 Roquefort-la-Bédoule ;

Vu la convention tripartite pluriannuelle conclue en date du 24 aout 2010 ;

Vu le rapport d'évaluation externe des activités et de la qualité des prestations de l'EHPAD VILLA DAVID reçu le 01 octobre 2014 et réalisé par 4 AS;

Vu le courrier d'observations et de demande de compléments adressé au gestionnaire en date du 23 décembre 2015;

Vu le courrier de réponse de l'établissement et les éléments fournis suite aux observations en date du 19 janvier 2016 ;

Considérant que les résultats de l'évaluation externe et les éléments et documents transmis en complément par l'établissement ont permis de lever les observations et attestent de la capacité de l'établissement à assurer un accompagnement satisfaisant des personnes accueillies ;

Considérant que l'EHPAD Résidence d'Azur s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue de la qualité;



Sur proposition de la déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur et du directeur général des services du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ;

Arrêtent

Article 1er : En application de l'article L313-5 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation de fonctionnement de l'EHPAD Résidence d'Azur accordée à SAS EDEN (FINESS EJ : 33 005 962 7) est renouvelée pour une durée de quinze ans à compter du 4 janvier 2017.

Article 2 : La capacité de l'EHPAD VILLA DAVID est fixée à 90 Lits d'hébergement permanent, dont 40 lits habilités au titre de l'aide sociale

Les lits autorisés sont répertoriés et codifiés dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la manière suivante :

Entité juridique (EJ) : SAS EDEN – 7/9 allée Haussmann- CS 50037- 33070 Bordeaux cedex
Numéro d'identification (N° FINESS) : 33 005 962 7
Statut juridique : 95 – SAS
Numéro SIREN : 390 647 832

Entité établissement (ET) : EHPAD RESIDENCE D'AZUR – 12 allée Louis Pasteur – 13830 Roquefort-la-Bédoule
Numéro d'identification (N° FINESS) : 13 081 076 5
Code catégorie établissement : 500 – EHPAD
Code mode de fixation des tarifs (MFT) : 45 – ARS TP HAS nPUI

Triplet attaché à cet ET

Hébergement permanent (HP) personnes âgées dépendantes

Capacité autorisée : 90 lits, dont 40 lits habilités au titre de l'aide sociale

- | | | |
|--------------------------|-----|------------------------------|
| • Discipline | 924 | accueil pour personnes âgées |
| • Mode de fonctionnement | 11 | hébergement complet internat |
| • Clientèle | 711 | personnes âgées dépendantes |

Cet arrêté vaut autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux.

Article 3 : L'établissement procèdera aux évaluations internes et externes de ses activités et de la qualité de ses prestations dans les conditions prévues aux articles L312-8 et D312-203 à D312-205 du code de l'action sociale et des familles. Le renouvellement de l'autorisation est subordonné aux résultats de la seconde évaluation externe.

Article 4 : A aucun moment la capacité de l'EHPAD ne devra dépasser celle autorisée par le présent arrêté. Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement devra être porté à la connaissance des autorités compétentes conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord desdites autorités.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour l'intéressé et à compter de sa publication pour les tiers.

Article 6 : La déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, le directeur général des services du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône et la direction de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs du département et de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Marseille, le

16 JAN. 2018

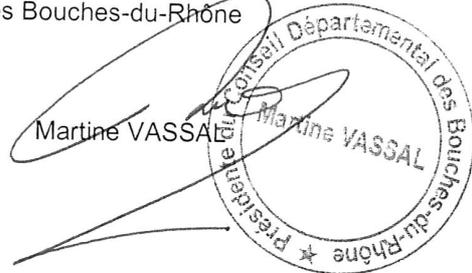
Le directeur général
de l'Agence régionale de santé
Provence-Alpes-Côte d'Azur



Claude d'HARCOURT

La présidente du Conseil départemental
des Bouches-du-Rhône

Martine VASSAL



ARS

R93-2018-01-16-007

2017-R260 EHPAD MAISON DE LA PINEDE

Renouvellement de l'autorisation de fonctionnement

Réf : DD13-1016-8189-D

ARRETE DOMS/PA N° 2017-R260

relatif au renouvellement de l'autorisation de fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) MAISON DE LA PINEDE sis avenue du Camp de Menthe 13090 Aix-en-provence.

**FINESS EJ : 13 000 037 5
FINESS ET : 13 078 086 9**

Le directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

La présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L312-1, L.312-5, L.312-5-1, L312-8, L 312-9, L 313-1 et suivants, R313-10-3, D312-203 et suivants, annexe 3-10 ;

Vu le code de la santé publique notamment les articles L1432-1 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2002-2 rénovant l'action sociale et médico-sociale notamment les articles 80 et 80-1 ;

Vu le décret du 8 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Claude d'Harcourt en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu l'arrêté initial autorisant la création de l'EHPAD MAISON DE LA PINEDE sis avenue du Camp de Menthe 13090 Aix-en-Provence géré par l'association LES AMIS DU TUBET avenue du Camp de Menthe 13090 Aix-en-Provence ;

Vu la convention tripartite pluriannuelle en date du 25 août 2010 ;

Vu le rapport d'évaluation externe des activités et de la qualité des prestations de reçu le 01 avril 2015 et réalisé par I 3 S ;

Considérant que l'EHPAD s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue de la qualité ;

Sur proposition de la déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur et du directeur général des services du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ;

Arrêtent

Article 1er : En application de l'article L313-5 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation de fonctionnement de l'EHPAD MAISON DE LA PINEDE accordée à l'association LES AMIS DU TUBET (FINESS EJ : 13 000 037 5) est renouvelée pour une durée de quinze ans à compter du 4 janvier 2017.



Article 2 : La capacité de l'EHPAD MAISON DE LA PINEDE est fixée à 39 Lits d'hébergement permanent, dont 10 lits habilités au titre de l'aide sociale.
Les lits autorisés sont répertoriés et codifiés dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la manière suivante :

Entité juridique (EJ): ASSOC. LES AMIS DU TUBET - avenue du Camp de Menthe 13090 Aix-en-Provence
Numéro d'identification (N° FINESS) : 13 000 037 5
Statut juridique : 60 – Association loi 1901 non R.U.P.
Numéro SIREN : 352 894 075

Entité établissement (ET) : EHPAD MAISON DE LA PINEDE - avenue du Camp de Menthe 13090 Aix-en-Provence
Numéro d'identification (N° FINESS) : 13 078 086 9
Numéro SIRET : 352 894 075 00014
Code catégorie établissement : 500 – EHPAD
Code mode de fixation des tarifs (MFT) : 45 – ARS TP HAS nPUI

Triplet attaché à cet ET

Hébergement permanent (HP) personnes âgées dépendantes

Capacité autorisée : 39 lits, dont 10 lits habilités au titre de l'aide sociale.

- | | | |
|--------------------------|-----|------------------------------|
| • Discipline | 924 | accueil pour personnes âgées |
| • Mode de fonctionnement | 11 | hébergement complet internat |
| • Clientèle | 711 | personnes âgées dépendantes |

Cet arrêté vaut autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux.

Article 3 : L'établissement procèdera aux évaluations internes et externes de ses activités et de la qualité de ses prestations dans les conditions prévues aux articles L312-8 et D312-203 à D312-2015 du code de l'action sociale et des familles. Le renouvellement de l'autorisation est subordonné aux résultats de la seconde évaluation externe.

Article 4 : A aucun moment la capacité de l'EHPAD ne devra dépasser celle autorisée par le présent arrêté. Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement devra être porté à la connaissance des autorités compétentes conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles.
L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord desdites autorités.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour l'intéressé et à compter de sa publication pour les tiers.

Article 6 : La déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, le directeur général des services du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône et la direction de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs du département et de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le directeur général
de l'Agence régionale de santé
Provence-Alpes-Côte d'Azur

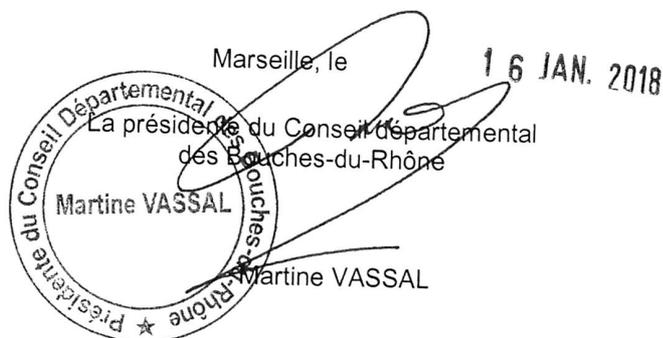


Claude d'HARCOURT

Marseille, le 16 JAN. 2018

La présidente du Conseil départemental
des Bouches-du-Rhône

Martine VASSAL



ARS

R93-2018-01-16-008

2017-R266 LES OPALINES LES PENNES MIRABEAU

Renouvellement de l'autorisation de fonctionnement

Réf : DD13-1016-8213-D

ARRETE DOMS/PA N° 2017-R266

relatif au renouvellement de l'autorisation de fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) LES OPALINES LES PENNES-MIRABEAU sis Les Cadeneaux 3229 avenue Paul Brutus, résidence les 3 Epis 13170 Les-Pennes-Mirabeau.

**FINESS EJ : 13 004 615 4
FINESS ET : 13 080 743 1**

Le directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

La présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L312-1, L.312-5, L.312-5-1, L312-8, L 312-9, L 313-1 et suivants, R313-10-3, D312-203 et suivants, annexe 3-10 ;

Vu le code de la santé publique notamment les articles L1432-1 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2002-2 rénovant l'action sociale et médico-sociale notamment les articles 80 et 80-1 ;

Vu le décret du 8 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Claude d'Harcourt en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu l'arrêté initial autorisant la création de l'EHPAD LES OPALINES LES PENNES-MIRABEAU sis Les Cadeneaux 3229 avenue Paul Brutus, résidence les 3 Epis 13170 LES PENNES-MIRABEAU géré par la SARL LES OPALINES PENNES MIRABEAU 3229 avenue Paul Brutus 13170 LES PENNES MIRABEAU ;

Vu la convention tripartite pluriannuelle conclue en date du 31 octobre 2013 ;

Vu le rapport d'évaluation externe des activités et de la qualité des prestations de l'EHPAD LES OPALINES LES PENNES-MIRABEAU reçu le 25 juillet 2014 et 22 juin 2015 et réalisé par Cabinet Patricia Buisson Conseil ;

Considérant que l'EHPAD LES OPALINES LES PENNES-MIRABEAU s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue de la qualité ;

Sur proposition de la déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur et du directeur général des services du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ;



Arrêtent

Article 1er : En application de l'article L313-5 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation de fonctionnement de l'EHPAD LES OPALINES LES PENNES-MIRABEAU accordée à la SARL LES OPALINES PENNES MIRABEAU (FINESS EJ :13 004 615 4) est renouvelée pour une durée de quinze ans à compter du 4 janvier 2017.

Article 2 : La capacité de l'EHPAD LES OPALINES LES PENNES-MIRABEAU est fixée à 77 Lits d'hébergement permanent, dont 17 lits habilités à l'aide sociale

Les lits autorisés sont répertoriés et codifiés dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la manière suivante :

Entité juridique (EJ) : SARL LES OPALINES PENNES MIRABEAU – 3229 avenue Paul Brutus 13170 LES PENNES MIRABEAU

Numéro d'identification (N° FINESS) : 13 004 615 4

Statut juridique : 72 – S.A .R.L.

Numéro SIREN : 339 701 088

Entité établissement (ET) : EHPAD LES OPALINES LES PENNES MIRABEAU – Cadeneaux – 3229 avenue Paul Brutus- résidence les 3 Epis – 13170 Les-Pennes-Mirabeau

Numéro d'identification (N° FINESS) : 13 080 743 1

Numéro SIRET : 339 701 088 00017

Code catégorie établissement : 500 – EHPAD

Code mode de fixation des tarifs (MFT) : 45 – ARS TP HAS nPUJ

Triplet attaché à cet ET

Hébergement permanent (HP) personnes âgées dépendantes

Capacité autorisée : 77 lits, dont 17 habilités à l'aide sociale

- | | | |
|--------------------------|-----|------------------------------|
| • Discipline | 924 | accueil pour personnes âgées |
| • Mode de fonctionnement | 11 | hébergement complet internat |
| • Clientèle | 711 | personnes âgées dépendantes |

Cet arrêté vaut autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux.

Article 3 : L'établissement procèdera aux évaluations internes et externes de ses activités et de la qualité de ses prestations dans les conditions prévues aux articles L312-8 et D312-203 à D312-205 du code de l'action sociale et des familles. Le renouvellement de l'autorisation est subordonné aux résultats de la seconde évaluation externe.

Article 4 : A aucun moment la capacité de l'EHPAD ne devra dépasser celle autorisée par le présent arrêté. Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement devra être porté à la connaissance des autorités compétentes conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord desdites autorités.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour l'intéressé et à compter de sa publication pour les tiers.

Article 6 : La déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, le directeur général des services du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône et la direction de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs du département et de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Marseille, le

16 JAN. 2018

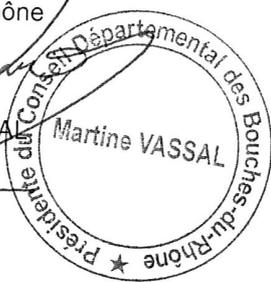
Le directeur général
de l'Agence régionale de santé
Provence-Alpes-Côte d'Azur



Claude d'HARCOURT

La présidente du Conseil départemental
des Bouches-du-Rhône

Martine VASSAL



ARS

R93-2018-01-16-009

2017-R271 UN HAMEAU POUR LA RETRAITE

Renouvellement de l'autorisation de fonctionnement

Réf : DD13-1016-8102-D

ARRETE DOMS/PA N° 2017-R271

relatif au renouvellement de l'autorisation de fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) UN HAMEAU POUR LA RETRAITE sis 300 avenue du 8 Mai 1945 13630 Eyragues.

**FINESS EJ : 13 000 086 2
FINESS ET : 13 078 193 3**

Le directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

La présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L312-1, L.312-5, L.312-5-1, L312-8, L 312-9, L 313-1 et suivants, R313-10-3, D312-203 et suivants, annexe 3-10 ;

Vu le code de la santé publique notamment les articles L1432-1 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2002-2 rénovant l'action sociale et médico-sociale notamment les articles 80 et 80-1 ;

Vu le décret du 8 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Claude d'Harcourt en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu l'arrêté initial autorisant la création de l'EHPAD UN HAMEAU POUR LA RETRAITE sis 300 avenue du 8 Mai 1945 13630 Eyragues géré par MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE D'EYRAGUES sis 300 avenue du 8 Mai 194513630 Eyragues ;

Vu la convention tripartite pluriannuelle conclue en date du 28 décembre 2006 ;

Vu le rapport d'évaluation externe des activités et de la qualité des prestations de l'EHPAD UN HAMEAU POUR LA RETRAITE reçu le 22 octobre 2014 et réalisé par Cynidnex ;

Considérant que l'EHPAD UN HAMEAU POUR LA RETRAITE s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue de la qualité ;

Sur proposition de la déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur et du directeur général des services du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ;

Arrêtent

Article 1er : En application de l'article L313-5 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation de fonctionnement de l'EHPAD UN HAMEAU POUR LA RETRAITE accordée à MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE D'EYRAGUES (FINESS EJ :13 000 086 2) est renouvelée pour une durée de quinze ans à compter du 4 janvier 2017.



Article 2 : La capacité de l'EHPAD UN HAMEAU POUR LA RETRAITE est fixée à :

- 88 lits d'hébergement permanent ;
 - 6 places d'accueil de jour ;
- tous habilités au titre de l'aide sociale.

L'EHPAD dispose également de 14 places de PASA.

Les lits et places autorisés sont répertoriés et codifiés dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la manière suivante :

Entité juridique (EJ) : MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE D'EYRAGUES - 300 avenue du 8 mai 1945 – 13630 Eyragues

Numéro d'identification (N° FINESS) : 13 000 086 2

Statut juridique : 21 : Etb. Social Communal

Numéro SIREN : 261 300 255

Entité établissement (ET) : EHPAD UN HAMEAU POUR LA RETRAITE - 300 avenue du 8 mai 1945 – 13630 Eyragues

Numéro d'identification (N° FINESS) : 13 078 193 3

Numéro SIRET : 261 300 255 00013

Code catégorie établissement : 500 - EHPAD

Code mode de fixation des tarifs : 45 – ARS TP HAS nPUI

Triplets attachés à cet ET

Hébergement permanent (HP) personnes âgées dépendantes

Capacité autorisée : 88 lits, tous habilités à l'aide sociale

- | | | |
|--------------------------|-----|------------------------------|
| • Discipline | 924 | accueil pour personnes âgées |
| • Mode de fonctionnement | 11 | hébergement complet internat |
| • Clientèle | 711 | personnes âgées dépendantes |

Accueil de jour (AJ)

Capacité autorisée : 6 places, toutes habilitées à l'aide sociale

- | | | |
|--------------------------|-----|---|
| • Discipline | 924 | accueil pour personnes âgées |
| • Mode de fonctionnement | 21 | accueil de jour |
| • Clientèle | 436 | personnes Alzheimer ou maladies apparentées |

Pôle d'Activités et des Soins Adaptés (PASA)

Pour 14 places

- | | | |
|--------------------------|-----|---|
| • Discipline | 961 | pôle d'activité et de soins adaptés |
| • Mode de fonctionnement | 21 | accueil de jour |
| • Clientèle | 436 | personnes Alzheimer ou maladies apparentées |

Cet arrêté vaut autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux.

Article 3 : L'établissement procèdera aux évaluations internes et externes de ses activités et de la qualité de ses prestations dans les conditions prévues aux articles L312-8 et D312-203 à D312-205 du code de l'action sociale et des familles. Le renouvellement de l'autorisation est subordonné aux résultats de la seconde évaluation externe.

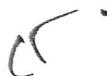
Article 4 : A aucun moment la capacité de l'EHPAD ne devra dépasser celle autorisée par le présent arrêté. Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement devra être porté à la connaissance des autorités compétentes conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord desdites autorités.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour l'intéressé et à compter de sa publication pour les tiers.

Article 6 : La déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, le directeur général des services du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône et la direction de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs du département et de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le directeur général
de l'Agence régionale de santé
Provence-Alpes-Côte d'Azur

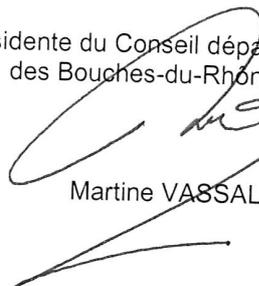


Claude d'HARCOURT

Marseille, le

16 JAN. 2018

La présidente du Conseil départemental
des Bouches-du-Rhône



Martine VASSAL



ARS

R93-2018-01-16-010

2017-R273 EHPAD LE CHENE VERT

Renouvellement de l'autorisation de fonctionnement

Réf : DD13-1016-8206-D

ARRETE DOMS/PA N° 2017-R273

relatif au renouvellement de l'autorisation de fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) LE CHENE VERT sis quartier Haute Bedoule - chemin du Pigeonnier -13240 Septèmes-les-Vallons.

FINESS EJ : 13 000 575 4

FINESS ET : 13 080 057 6

Le directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

La présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L312-1, L.312-5, L.312-5-1, L312-8, L 312-9, L 313-1 et suivants, R313-10-3, D312-203 et suivants, annexe 3-10 ;

Vu le code de la santé publique notamment les articles L1432-1 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2002-2 rénovant l'action sociale et médico-sociale notamment les articles 80 et 80-1 ;

Vu le décret du 8 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Claude d'Harcourt en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu l'arrêté initial autorisant la création de l'EHPAD LE CHENE VERT sis quartier Haute Bedoule- chemin du Pigeonnier 13240 Septèmes-les-Vallons géré par S.A. LE CHENE VERT sis quartier Haute Bedoule-chemin du Pigeonnier 13240 Septèmes-les-Vallons ;

Vu la convention tripartite pluriannuelle conclue en date du 24 mars 2016 ;

Vu le rapport d'évaluation externe des activités et de la qualité des prestations de l'EHPAD LE CHENE VERT reçu le 21 octobre 2013 et réalisé par MISSIA Conseil ;

Considérant que l'EHPAD LE CHENE VERT s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue de la qualité;

Sur proposition de la déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur et du directeur général des services du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ;

Arrêtent



Article 1er : En application de l'article L313-5 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation de fonctionnement de l'EHPAD LE CHENE VERT accordée à S.A. LE CHENE VERT (FINESS EJ :13 000 575 4) est renouvelée pour une durée de quinze ans à compter du 4 janvier 2017.

Article 2 : La capacité de l'EHPAD LE CHENE VERT est fixée à 98 lits d'hébergement permanent, dont 45 lits habilités au titre de l'aide sociale

Les lits autorisés sont répertoriés et codifiés dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la manière suivante :

Entité juridique (EJ) : S.A. LE CHENE VERT – quartier Haute Bédoule – chemin du pigeonier 13240 Septèmes-les-Vallons
Numéro d'identification (N° FINESS) : 13 000 575 4
Statut juridique : 73 – société anonyme
Numéro SIREN : 329 022 214

Entité établissement (ET) : EHPAD LE CHENE VERT – quartier Haute Bédoule – chemin du pigeonier 13240 Septèmes-les-Vallons
Numéro d'identification (N° FINESS) : 13 080 057 6
Numéro SIRET : 329 022 214 00012
Code catégorie établissement : 500 – EHPAD
Code mode de fixation des tarifs (MFT) : 45 – ARS TP HAS nPUI

Triplet attaché à cet ET

Hébergement permanent (HP) personnes âgées dépendantes

Capacité autorisée : 98 lits, dont 45 lits habilités à l'aide sociale

- | | | |
|--------------------------|-----|------------------------------|
| • Discipline | 924 | accueil pour personnes âgées |
| • Mode de fonctionnement | 11 | hébergement complet internat |
| • Clientèle | 711 | personnes âgées dépendantes |

Cet arrêté vaut autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux.

Article 3 : L'établissement procédera aux évaluations internes et externes de ses activités et de la qualité de ses prestations dans les conditions prévues aux articles L312-8 et D312-203 à D312-205 du code de l'action sociale et des familles. Le renouvellement de l'autorisation est subordonné aux résultats de la seconde évaluation externe.

Article 4 : A aucun moment la capacité de l'EHPAD ne devra dépasser celle autorisée par le présent arrêté. Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement devra être porté à la connaissance des autorités compétentes conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles.
L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord desdites autorités.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour l'intéressé et à compter de sa publication pour les tiers.

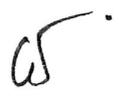
Article 6 : La déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, le directeur général des services du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône et la direction de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui

sera publié aux recueils des actes administratifs du département et de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Marseille, le

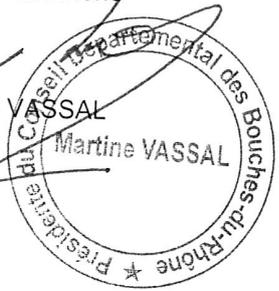
16 JAN. 2018

Le directeur général
de l'Agence régionale de santé
Provence-Alpes-Côte d'Azur



Claude d'HARCOURT

La présidente du Conseil départemental
des Bouches-du-Rhône


Martine VASSAL


ARS PACA

R93-2018-01-08-016

2018 01 08 DEC MODIF PUI CLIN JUGE

Décision accordée suite à la demande présentée par la SA Clinique Juge sise 116 rue Jean Mermoz - 13008 MARSEILLE, représentée par sa directrice, visant à obtenir une demande de modification de l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur par des travaux d'extension du service de stérilisation sur le site de la Clinique Juge sise 116 rue Jean Mermoz - 13008 MARSEILLE.

Réf : DOS-0118-0123-D

DECISION
portant modification de l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur
sur le site de la Clinique Juge sise 116 rue Jean Mermoz – 13008 MARSEILLE

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 4211-1, L.5126-1, L. 5126-5, L.5126-7, R.5126-3, R. 5126-8, R. 5126-9 et R.5126-15 à R. 5126-17 ;

VU le décret du 8 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu l'arrêté du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière et ses annexes (BPPM) ;

Vu la décision du 5 novembre 2007 relative aux bonnes pratiques de préparations (BPP) ;

Vu l'arrêté du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière et ses annexes ;

Vu l'arrêté du 16 janvier 1950 du Préfet des Bouches-du-Rhône, accordant la licence n° 405 pour la création d'une pharmacie à usage intérieur à la Clinique Juge, sise 459 rue Paradis – Marseille (13) ;

Vu l'autorisation préfectorale du 19 mars 2003 pour la poursuite de l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux acquise à compter du 31 janvier 2003 par la pharmacie à usage intérieur de la Clinique JUGE sise 116 rue Jean Mermoz – Marseille (13008) ;

Vu la demande enregistrée le 13 février 2017 déposée par la SA Clinique Juge sise 116 rue Jean Mermoz – 13008 MARSEILLE, représentée par sa directrice, visant à obtenir une demande de modification de l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur par des travaux d'extension du service de stérilisation sur le site de la Clinique Juge sise 116 rue Jean Mermoz – 13008 MARSEILLE ;

Vu l'avis du Conseil central de la section H de l'Ordre national des pharmaciens en date du 16 mai 2017 ;

Considérant que les locaux sont conformes aux exigences et obligations de moyens et d'objectifs de santé publique définies par le code de santé publique, le guide des BPPH et des BPP ;

Considérant que la gérance de la pharmacie à usage intérieur est assurée par un pharmacien à temps plein et présent aux horaires d'ouverture de celle-ci ;

Considérant que le personnel est sous la responsabilité fonctionnelle et hiérarchique du pharmacien gérant de la pharmacie à usage intérieur ;



DECIDE

Article 1 :

La demande présentée par la SA Clinique Juge sise 116 rue Jean Mermoz – 13008 MARSEILLE, représentée par sa directrice, visant à obtenir une demande de modification de l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur par des travaux d'extension du service de stérilisation sur le site de la Clinique Juge sise 116 rue Jean Mermoz – 13008 MARSEILLE, **est accordée.**

La présente décision modifie la décision du 19 mars 2003 du directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2 :

La pharmacie à usage intérieur de la Clinique Juge sise 116 rue Jean Mermoz – 13008 MARSEILLE, située au rez-de-chaussée est autorisée à exercer les activités énoncées à l'article R. 5126-8 du code de la santé publique :

- 1° La gestion, l'approvisionnement, le contrôle, la détention et la dispensation des médicaments, produits ou objets mentionnés à l'article L. 4211-1 ainsi que des dispositifs médicaux stériles ;
- 2° La réalisation des préparations magistrales à partir de matières premières ou de spécialités pharmaceutiques, dont la nutrition parentérale et les préparations de chimiothérapie ;
- 3° La division des produits officinaux.

Article 3 :

Dans le cadre des dispositions de l'article R. 5126-9 du code de la santé publique, la pharmacie à usage intérieur de la Clinique Juge sise 116 rue Jean Mermoz – 13008 MARSEILLE, est autorisée à exercer l'activité suivante :

- 4° La stérilisation des dispositifs médicaux dans les conditions prévues par le décret mentionné à l'article L. 6111-1 localisée au sein du bloc opératoire au niveau 0 de l'établissement, dont les locaux sont situés au niveau 0 de l'établissement.

Article 4 :

Le pharmacien assure la gérance de la pharmacie à usage intérieur conformément à l'article R. 5126-42 du code de la santé publique. Son remplacement est assuré lors de ses absences conformément à l'article R. 5126-43 du code de la santé publique.

Article 5 :

Conformément à l'article R. 5126-18 du code de la santé publique, l'autorisation susmentionnée prendra effet au plus tard à l'issue d'un délai d'un an à compter de la notification de la présente décision, sous peine de caducité.

Article 6 :

Conformément à l'article R. 5126-19 du code de la santé publique, toute modification des éléments figurant dans cette décision, y compris en cas de suppression de la pharmacie à usage intérieur, devra faire l'objet d'une nouvelle décision délivrée dans les mêmes conditions.

Article 7 :

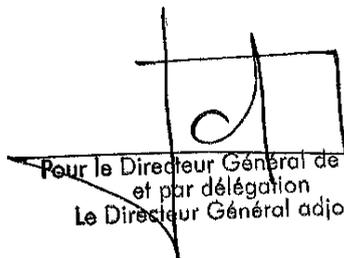
La présente décision est susceptible de faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'agence régionale de santé sise 132 boulevard de Paris – CS 50039 – 13331 Marseille cedex 03,
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre en charge de la santé - Direction générale de l'organisation des soins – 14 avenue Duquesne - 75350 Paris 07SP,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - 22 rue Breteuil - 13006 Marseille.

Article 8 :

Le directeur de l'organisation des soins de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée au demandeur et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à Marseille, le **0 8 JAN. 2018**



Pour le Directeur Général de l'ARS
et par délégation
Le Directeur Général adjoint

Norbert NABET

ARS PACA

R93-2018-01-08-015

2018 01 08 DEC TRANSF PCIE ST ANDRE

Décision accordée suite à la demande formée par la SELARL PHARMACIE DE SAINT ANDRE, représentée par Monsieur GWENAEL BRIERE pharmacien titulaire exploitant, en vue d'obtenir l'autorisation de transférer l'officine de pharmacie qu'elle exploite 32 rue de Condorcet - 13016 MARSEILLE vers un nouveau local situé 500 chemin du Littoral -- 13016 MARSEILLE.

Réf : DOS-0118-0093-D

DECISION
PORTANT ATTRIBUTION DE LA LICENCE DE TRANSFERT N° 13#001113 A LA SELARL
PHARMACIE DE SAINT ANDRE EXPLOITEE PAR MONSIEUR GWENAEL BRIERE
DANS LA COMMUNE DE MARSEILLE (13016)

Le directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-7, L. 5125-10, L. 5125-14, L. 5125-16, L. 5125-22, L. 5125-32 et les articles R. 4235-55, et R. 5125-1 à R. 5125-13 ;

Vu le décret du 8 décembre 2016 du ministère des affaires sociales et de la santé portant nomination de Monsieur Claude d'Harcourt en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu le décret n° 2017-1873 du 29 décembre 2017 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu l'arrêté du 21 mars 2000 modifié de la ministre de l'emploi et de la solidarité et de la secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 août 1942 accordant la licence n° 272 pour la création de l'officine de pharmacie située 32 rue de Condorcet – 13016 MARSEILLE ;

Vu la demande enregistrée le 6 novembre 2017, présentée par la SELARL PHARMACIE DE SAINT ANDRE, représentée par Monsieur GWENAEL BRIERE pharmacien titulaire exploitant, en vue d'obtenir l'autorisation de transférer l'officine de pharmacie qu'elle exploite 32 rue de Condorcet – 13016 MARSEILLE, vers un nouveau local situé 500 chemin du Littoral – 13016 MARSEILLE ;

Vu la saisine en date du 6 novembre 2017 de Monsieur le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur – Préfet des Bouches du Rhône, de l'Union nationale des pharmacies, du Syndicat des Pharmaciens des Bouches-du-Rhône FSPF de France et de l'Union syndicale des pharmaciens d'officines n'ont pas rendu leur avis dans les délais impartis, ceux-ci sont réputés être rendus ;

Vu l'avis en date du 23 novembre 2017 du Conseil régional de l'Ordre des pharmaciens ;

Considérant que le local satisfait aux dispositions du code de la santé publique fixant les conditions d'installation des officines de pharmacie, notamment en ce qui concerne la garantie de l'accès permanent au public et la participation au service de garde ou d'urgence mentionné à l'article L.5125-22 et que l'aménagement présenté dans le projet est conforme aux dispositions du code de la santé publique – articles R.5125-9 et R.5125-10 ;



Considérant que le transfert demandé est un transfert intra-communal, au sein du même quartier et qu'il n'aura pas pour effet de compromettre l'approvisionnement nécessaire en médicaments de la population résidente du quartier d'origine ;

Considérant que la population pourra continuer à s'approvisionner en médicaments auprès de la pharmacie la plus proche de l'emplacement d'origine (la Pharmacie de Séon) située à 75 mètres environ ;

Considérant que les locaux prévus pour le transfert se situent à 700 mètres environ de la Pharmacie de Séon et à 800 mètres environ de la Pharmacie du Littoral ;

Considérant qu'il s'agit d'un transfert de proximité distant de 750 mètres environ de l'emplacement d'origine, et que l'abandon de population ne peut pas être caractérisé ;

Considérant que ce transfert permet de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans le quartier par une meilleure répartition géographique ;

Considérant que ce transfert demandé remplit donc les conditions prévues à l'article L. 5125-3 du code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 :

La demande formée par la SELARL PHARMACIE DE SAINT ANDRE, représentée par Monsieur GWENAEL BRIERE pharmacien titulaire exploitant, en vue d'obtenir l'autorisation de transférer l'officine de pharmacie qu'elle exploite 32 rue de Condorcet – 13016 MARSEILLE, vers un nouveau local situé 500 chemin du Littoral – 13016 MARSEILLE, **est accordée.**

Article 2 :

La licence de transfert accordée est enregistrée sous le n° **13#001113**. Elle est octroyée à l'officine sise 500 chemin du Littoral – 13016 MARSEILLE.

Cette licence ne pourra pas être cédée indépendamment du fonds de commerce auquel elle se rapporte.

Article 3 :

La licence sera caduque de plein droit si, dans un délai d'un an à compter de la notification de la présente décision, l'officine n'est pas ouverte au public, sauf prorogation de délai en cas de force majeure et sur demande expresse.

Article 4 :

Toute modification substantielle des conditions d'installation de l'officine doit être déclarée aux services compétents de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur et au Conseil régional de l'Ordre des pharmaciens.

Article 5 :

Sauf cas de force majeure, l'officine transférée ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, ni être de nouveau transférée ou faire l'objet d'un regroupement, avant l'expiration d'un délai de cinq ans, qui court à compter du jour de la notification de la présente décision. Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux personnes physiques ou morales détenant une partie du capital et des droits de vote d'une société d'exercice libéral de pharmaciens d'officine et aux sociétés de participations financières de professions libérales.

Article 6 :

La cessation d'activité de l'officine entraîne la caducité de la licence, qui devra être remise au directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Article 7 :

Cette décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification à l'intéressé et de sa publication pour les tiers.

Article 8 :

Le directeur de l'organisation des soins de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à Marseille, le **08 JAN. 2018**


Pour le Directeur Général de l'ARS
et par délégation
Le Directeur Général adjoint

Norbert NABET

ARS PACA

R93-2018-01-10-005

2018 01 10 DEC PUI RETROCESSION POLY PARC
RAMBOT

Décision accordée suite à la demande présentée par la SA Polyclinique du Parc Rambot sise 2 avenue du Docteur Aurientis - AIX-EN-PROVENCE (13090), représentée par son président directeur général, visant à obtenir l'autorisation de vente de médicaments au public sur le site de la Polyclinique du Parc Rambot sise 2 avenue du Docteur Aurientis - AIX-EN-PROVENCE (13090).

Réf : DOS-0118-0190-D

DECISION
portant modification de l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur de la
Polyclinique du Parc Rambot sise 2 avenue du Docteur Aurientis –
CS 90873 – 13626 AIX-EN-PROVENCE

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 4211-1, L.5126-1, L. 5126-5, L.5126-7, R.5126-3, R. 5126-8, R. 5126-9 et R.5126-15 à R. 5126-17 ;

VU le décret du 8 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu l'arrêté du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière et ses annexes ;

Vu la décision du 5 novembre 2007 relative aux bonnes pratiques de préparations (BPP) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 avril 1975 accordant la licence n° 825 pour la création d'une pharmacie à usage intérieur au sein de la Clinique du Parc Rambot sise 13100 AIX-EN-PROVENCE ;

Vu la délibération du 20 avril 2004 de l'agence régionale de l'hospitalisation Provence-Alpes-Côte d'Azur autorisant la Polyclinique du Parc Rambot sise 2 avenue du Docteur Aurientis - AIX-EN-PROVENCE (13090) à poursuivre l'activité optionnelle de stérilisation des dispositifs médicaux ;

Vu la demande du 3 octobre 2017, déclarée recevable le 11 octobre 2017 déposée par la SA Polyclinique du Parc Rambot sise 2 avenue du Docteur Aurientis - AIX-EN-PROVENCE (13090), représentée par son président directeur général, visant à obtenir l'autorisation de vente de médicaments au public sur le site de la Polyclinique du Parc Rambot sise 2 avenue du Docteur Aurientis - AIX-EN-PROVENCE (13090) ;

Vu l'avis du Conseil central de la section H de l'Ordre national des pharmaciens en date du 19 décembre 2017 ;

Vu l'avis technique favorable émis le 9 janvier 2018 par le pharmacien inspecteur de santé publique ;

Considérant que les locaux sont conformes aux exigences et obligations de moyens et d'objectifs de santé publique définies par le code de santé publique, le guide des BPPH et des BPP ;

Considérant que la gérance de la pharmacie à usage intérieur est assurée par un pharmacien à temps plein et présent aux horaires d'ouverture de celle-ci ;

Considérant que le personnel est sous la responsabilité fonctionnelle et hiérarchique du pharmacien gérant de la pharmacie à usage intérieur ;



DECIDE

Article 1 :

La demande présentée par la SA Polyclinique du Parc Rambot sise 2 avenue du Docteur Aurientis - AIX-EN-PROVENCE (13090), représentée par son président directeur général, visant à obtenir l'autorisation de vente de médicaments au public sur le site de la Polyclinique du Parc Rambot sise 2 avenue du Docteur Aurientis - AIX-EN-PROVENCE (13090) **est accordée.**

La présente décision modifie la délibération du 20 avril 2004 du directeur général de l'agence régionale de l'hospitalisation Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2 :

La pharmacie à usage intérieur de la Polyclinique du Parc Rambot sise 2 avenue du Docteur Aurientis - AIX-EN-PROVENCE (13090) située au sous-sol du bâtiment est autorisée à exercer les activités de base énoncées à l'article R.5126-8 du code de la santé publique :

- 1° La gestion, l'approvisionnement, le contrôle, la détention et la dispensation des médicaments, produits ou objets mentionnés à l'article L. 4211-1 ainsi que des dispositifs médicaux stériles ;
- 2° La réalisation des préparations magistrales à partir de matières premières ou de spécialités pharmaceutiques, dont la nutrition parentérale et les préparations de chimiothérapie ;
- 3° La division des produits officinaux.

Article 3 :

Dans le cadre des dispositions de l'article R. 5126-9 du code de la santé publique, la pharmacie à usage intérieur de la Polyclinique du Parc Rambot sise 2 avenue du Docteur Aurientis - AIX-EN-PROVENCE (13090), est autorisée à exercer les activités suivantes :

- 4° La stérilisation des dispositifs médicaux dans les conditions prévues par le décret mentionné à l'article L. 6111-1 localisée au sein du bloc opératoire au niveau 0 de l'établissement, dont les locaux sont situés au niveau 0 de l'établissement ;
- 7° La vente de médicaments au public dans les conditions prévues à l'article L. 5126-4.

Article 4 :

Le temps effectué par le pharmacien assurant la gérance de la pharmacie à usage intérieur est de 10 demi-journées par semaine, soit un équivalent temps plein.

Article 5 :

Conformément à l'article R. 5126-18 du code de la santé publique, l'autorisation susmentionnée prendra effet au plus tard à l'issue d'un délai d'un an à compter de la notification de la présente décision, sous peine de caducité.

Article 6 :

Conformément à l'article R. 5126-19 du code de la santé publique, toute modification des éléments figurant dans cette décision, y compris en cas de suppression de la pharmacie à usage intérieur, devra faire l'objet d'une nouvelle décision délivrée dans les mêmes conditions.

Article 7 :

La présente décision est susceptible de faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'agence régionale de santé sise 132 boulevard de Paris – CS 50039 – 13331 Marseille cedex 03,
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre en charge de la santé - Direction générale de l'organisation des soins – 14 avenue Duquesne - 75350 Paris 07SP,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - 22 rue Breteuil - 13006 Marseille.

Article 8 :

Le directeur de l'organisation des soins de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée au demandeur et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à Marseille, le **10 JAN. 2018**



Pour le Directeur Général de l'ARS
et par délégation
Le Directeur Général adjoint

Norbert NABET

ARS PACA

R93-2018-01-19-003

2018-BOQOS-01-002.pdf

Réf : DOS-0118-0466-D

Décision 2018BOQOS01-002

Relative aux bilans des objectifs quantifiés déterminant la recevabilité des demandes d'autorisations des activités de soins, mentionnées aux articles R. 6122-25 et R. 6122-26 du code de la santé publique

Le directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-940 du 10 août 2011 modifiant certaines dispositions de la loi 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

VU l'arrêté n° 2012DG/01/08 en date du 30 janvier 2012 du directeur général de l'Agence régionale de santé fixant le schéma régional d'Organisation des Soins – Projet régional de santé de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

VU le décret du 8 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de directeur général de l'Agence régionale de santé PACA ;

VU la décision n° 2017 FEN11-062 du 1^{er} décembre 2017 du directeur général de l'Agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur, fixant pour l'année 2018, les périodes et le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisation sur injonction pour les activités de soins et les équipements matériels lourds visés aux articles R. 6122-25 et R. 6122-26 du code de la santé publique ;

CONSIDERANT que conformément à l'article R. 6122-30, le bilan quantifié de l'offre de soins précise les territoires de santé à l'intérieur desquels existent des besoins non couverts ;



ARRETE

Article 1 : Pour la période de dépôt du **15 février 2018 au 15 avril 2018** le bilan des objectifs quantifiés, en tant qu'il se rapporte aux demandes de créations et d'installations, est établi selon les tableaux figurant ci-après pour les activités de soins suivantes :

1. **Soins de suite et réadaptation**
2. **Activités cliniques et biologiques d'assistance médicale à la procréation,**
3. **Activités de diagnostic prénatal**
4. **Examen des caractéristiques génétiques d'une personne ou identification par empreinte génétique à des fins médicales**
5. **Médecine**
6. **Traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extra-rénale**
7. **Psychiatrie**
8. **Soins de longue durée**
9. **Activités interventionnelles sous imagerie médicale, par voie endovasculaire en cardiologie.**



1 - SOINS DE SUITE ET DE READAPTATION :

| ALPES DE HAUTE PROVENCE | | | | | |
|--|---|-------------------------|---------------|---------------------|-----|
| SSR ADULTES - HOSPITALISATION COMPLETE | | | | | |
| Activités | Implantations | Autorisations accordées | Implantations | demandes recevables | |
| | SROS | | disponibles | | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 14 | 12 | 0 | non ⁽¹⁾ | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 3 | 3 | 0 | non |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 1 | 1 | 0 | non |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 0 | 0 | 0 | non |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 0 | 0 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 0 | 0 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 0 | 0 | 0 | non |
| | 58-SSRS - Affect. liées conduites addict. | 0 | 0 | 0 | non |
| | 59-SSRS - Affections de la personne âgée | 2 | 2 | 0 | non |

(1) Lorsque la cessation d'une activité est consécutive à un volume d'activité insuffisant, l'autorisation détenue n'a pas vocation à être réattribuée dans la mesure où les besoins sont couverts.

| ALPES DE HAUTE PROVENCE | | | | | |
|---|---|-------------------------|---------------|---------------------|-----|
| SSR ADULTES - HOSPITALISATION TEMPS PARTIEL (jour/nuit) | | | | | |
| Activités | Implantations | Autorisations accordées | Implantations | demandes recevables | |
| | SROS | | disponibles | | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 3 | 3 | 0 | non | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 2 | 2 | 0 | non |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 0 | 0 | 0 | non |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 1 | 1 | 0 | non |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 1 | 1 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 1 | 1 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 0 | 0 | 0 | non |
| | 58-SSRS - Affect. liées conduites addict. | 0 | 0 | 0 | non |
| | 59-SSRS - Affections de la personne âgée | 0 | 0 | 0 | non |

| ALPES DE HAUTE PROVENCE | | | | | |
|---|--|-------------------------|---------------|---------------------|-----|
| SSR ENFANTS (de 0 à 18 ans) - HOSPITALISATION COMPLETE ET TEMPS PARTIEL (jour/nuit) | | | | | |
| Activités | Implantations | Autorisations accordées | Implantations | demandes recevables | |
| | SROS | | disponibles | | |
| 50-SSR - Non spécialisés HC | 0 | 0 | 0 | non | |
| 50-SSR - Non spécialisés HTP | 2 | 1 | 1 | oui | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 1 | 1 | 0 | non |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 0 | 0 | 0 | non |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 0 | 0 | 0 | non |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 0 | 0 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 1 | 0 | 1 | oui |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 0 | 0 | 0 | non |



| HAUTES ALPES | | | | | |
|--|---|----------------------------|------------------------------|---------------------|-----|
| SSR ADULTES - HOSPITALISATION COMPLETE | | | | | |
| Activités | Implantations SROS | Autorisations accordées | Implantations disponibles | demandes recevables | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 11 | 11 | 0 | non | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 2 | 2 | 0 | non |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 1 | 1 | 0 | non |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 1 | 1 | 0 | non |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 2 | 2 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 1 | 1 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 0 | 0 | 0 | non |
| | 58-SSRS - Affect. liées conduites addict. | 1 | 1 | 0 | non |
| | 59-SSRS - Affections de la personne âgée | 3 | 3 | 0 | non |

| HAUTES ALPES | | | | | |
|---|---|----------------------------|---------------|---------------------|-----|
| SSR ADULTES - HOSPITALISATION TEMPS PARTIEL (jour/nuit) | | | | | |
| Activités | Implantations SROS | Autorisations accordées | Implantations | demandes recevables | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 3 | 3 | 0 | non | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 2 | 0 | non | |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 1 | 0 | non | |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 2 | 0 | non | |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 2 | 1 | 1 | oui |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 1 | 1 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 0 | 0 | 0 | non |
| | 58-SSRS - Affect. liées conduites addict. | 0 | 0 | 0 | non |
| | 59-SSRS - Affections de la personne âgée | 0 | 0 | 0 | non |

| HAUTES ALPES | | | | | |
|--|--|----------------------------|------------------------------|---------------------|-----|
| SSR ENFANTS (de 0 à 18 ans) - HOSPITALISATION COMPLETE | | | | | |
| Activités | Implantations | Autorisations accordées | Implantations disponibles | demandes recevables | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 3 | 3 | 0 | non | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 0 | 0 | non | |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 0 | 0 | non | |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 0 | 0 | non | |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 3 | 3 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 0 | 0 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 0 | 0 | 0 | non |



| HAUTES ALPES | | | | | |
|---|--|---------------|---------------|---------------------|-----|
| SSR ENFANTS (de 0 à 18 ans) - HOSPITALISATION TEMPS PARTIEL (jour/nuit) | | | | | |
| Activités | Implantations | Autorisations | Implantations | demandes recevables | |
| | SROS | accordées | disponibles | | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 2 | 1 | 1 | oui | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 1 | 0 | 1 | oui |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 0 | 0 | 0 | non |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 0 | 0 | 0 | non |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 1 | 1 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 0 | 0 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 0 | 0 | 0 | non |

| ALPES MARITIMES | | | | | |
|--|---|---------------|---------------|---------------------|--------------------|
| SSR ADULTES - HOSPITALISATION COMPLETE | | | | | |
| Activités | Implantations | Autorisations | Implantations | demandes recevables | |
| | SROS | accordées | disponibles | | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 33 | 33 | 0 | non | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 6 | 5 | 1 | non ⁽²⁾ |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 4 | 3 | 1 | non ⁽²⁾ |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 2 | 2 | 0 | non |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 1 | 1 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 2 | 2 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 1 | 1 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 0 | 0 | 0 | non |
| | 58-SSRS - Affect. liées conduites addict. | 1 | 1 | 0 | non |
| | 59-SSRS - Affections de la personne âgée | 9 | 9 | 0 | non |

⁽²⁾ Le regroupement d'activités précédemment implantées sur de sites distincts conduit à la disparition d'une implantation géographique prévue aux objectifs quantifiés définis ci-dessus. Le besoin de la population est considéré comme couvert par le regroupement intervenu et n'est pas éligible à une nouvelle demande d'autorisation. En effet, l'ensemble de l'activité ainsi regroupée améliorera la réponse quantitative aux besoins de la population concernée, en permettant une meilleure organisation de la prise en charge et sans conséquence sur l'offre du territoire.

| ALPES MARITIMES | | | | | |
|---|---|---------------|---------------|---------------------|-----|
| SSR ADULTES - HOSPITALISATION TEMPS PARTIEL (jour/nuit) | | | | | |
| Activités | Implantations | Autorisations | Implantations | demandes recevables | |
| | SROS | accordées | disponibles | | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 9 | 9 | 0 | non | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 6 | 6 | 0 | non |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 4 | 4 | 0 | non |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 2 | 1 | 1 | oui |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 1 | 0 | 1 | oui |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 2 | 2 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 0 | 0 | 0 | non |
| | 58-SSRS - Affect. liées conduites addict. | 0 | 0 | 0 | non |
| | 59-SSRS - Affections de la personne âgée | 0 | 0 | 0 | non |



| ALPES MARITIMES | | | | | |
|---|--|---------------|---------------|---------------------|-----|
| SSR ENFANTS (de 0 à 18 ans) - HOSPITALISATION COMPLETE | | | | | |
| Activités | Implantations | Autorisations | Implantations | demandes recevables | |
| | SROS | accordées | disponibles | | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 2 | 2 | 0 | non | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 0 | 0 | 0 | non |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 0 | 0 | 0 | non |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 0 | 0 | 0 | non |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 0 | 0 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 1 | 1 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 0 | 0 | 0 | non |

| ALPES MARITIMES | | | | | |
|--|--|---------------|---------------|---------------------|-----|
| SSR ENFANTS (de 0 à 18 ans) - HOSPITALISATION TEMPS PARTIEL (jour/nuit) | | | | | |
| Activités | Implantations | Autorisations | Implantations | demandes recevables | |
| | SROS | accordées | disponibles | | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 3 | 2 | 1 | oui | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 1 | 0 | 1 | oui |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 1 | 0 | 1 | oui |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 0 | 0 | 0 | non |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 0 | 0 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 1 | 1 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 0 | 0 | 0 | non |

| BOUCHES DU RHONE | | | | | |
|---|---|---------------|---------------|---------------------|-----|
| SSR ADULTES - HOSPITALISATION COMPLETE | | | | | |
| Activités | Implantations | Autorisations | Implantations | demandes recevables | |
| | SROS | accordées | disponibles | | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 54+1* | 54 | 1 | non ⁽²⁾ | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 15 | 15 | 0 | non |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 9 | 9 | 0 | non |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 6 | 6 | 0 | non |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 3 | 3 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 5 | 5 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 1 | 1 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 0 | 0 | 0 | non |
| | 58-SSRS - Affect. liées conduites addict. | 2 | 2 | 0 | non |
| | 59-SSRS - Affections de la personne âgée | 14 | 14 | 0 | non |

⁽¹⁾ Reconnaissance de «besoins exceptionnels tenant à des situations d'urgence et d'impérieuse nécessité en matière de santé publique», relatifs à l'implantation d'un soins de suite et de réadaptation destinée à l'accueil des détenus au sein d'une UHSI dans le territoire des Bouches-du-Rhône suite à l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins du lundi 22 septembre 2014.

⁽²⁾ Le regroupement d'activités précédemment implantées sur de sites distincts conduit à la disparition d'une implantation géographique prévue aux objectifs quantifiés définis ci-dessus. Le besoin de la population est considéré comme couvert par le regroupement intervenu et n'est pas éligible à une nouvelle demande d'autorisation. En effet, l'ensemble de l'activité ainsi regroupée améliorera la réponse quantitative aux besoins de la population concernée, en permettant une meilleure organisation de la prise en charge et sans conséquence sur l'offre du territoire.



| BOUCHES DU RHONE | | | | | |
|---|---|----------------------------|------------------------------|---------------------|--------------------|
| SSR ADULTES - HOSPITALISATION TEMPS PARTIEL (jour/nuit) | | | | | |
| Activités | Implantations SROS | Autorisations accordées | Implantations disponibles | demandes recevables | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 27 | 27 | 0 | non | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 14 | 14 | 0 | non |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 8 | 8 | 0 | non |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 6 | 5 | 0 | non ⁽¹⁾ |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 2 | 2 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 4 | 4 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 0 | 0 | 0 | non |
| | 58-SSRS - Affect. liées conduites addict. | 1 | 1 | 0 | non |
| | 59-SSRS - Affections de la personne âgée | 0 | 0 | 0 | non |

⁽¹⁾Lorsque la cessation d'une activité est consécutive à un volume d'activité insuffisant, l'autorisation détenue n'a pas vocation à être réattribuée dans la mesure où les besoins sont couverts.

| BOUCHES DU RHONE | | | | | |
|--|--|----------------------------|------------------------------|---------------------|-----|
| SSR ENFANTS (de 0 à 18 ans) - HOSPITALISATION COMPLETE | | | | | |
| Activités | Implantations SROS | Autorisations accordées | Implantations disponibles | demandes recevables | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 3 | 3 | 0 | non | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 2 | 1 | 1 | oui |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 2 | 1 | 1 | oui |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 0 | 0 | 0 | non |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 0 | 0 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 1 | 1 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 0 | 0 | 0 | non |

| BOUCHES DU RHONE | | | | | |
|---|--|----------------------------|------------------------------|---------------------|-----|
| SSR ENFANTS (de 0 à 18 ans) - HOSPITALISATION TEMPS PARTIEL (jour/nuit) | | | | | |
| Activités | Implantations SROS | Autorisations accordées | Implantations disponibles | demandes recevables | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 4 | 4 | 0 | non | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 2 | 2 | 0 | non |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 2 | 2 | 0 | non |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 0 | 0 | 0 | non |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 0 | 0 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 2 | 2 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 0 | 0 | 0 | non |



| VAR | | | | | |
|--|---|-------------------------|---------------------------|---------------------|--------------------|
| SSR ADULTES - HOSPITALISATION COMPLETE | | | | | |
| Activités | Implantations SROS | Autorisations accordées | Implantations disponibles | demandes recevables | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 23+1** | 24 | 0 | non | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 6 | 5 | 0 | non ⁽¹⁾ |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 4 | 4 | 0 | non |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 2 | 2 | 0 | non |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 1 | 1 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 1 | 1 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 1 | 1 | 0 | non |
| | 58-SSRS - Affect. liées conduites addict. | 1 | 1 | 0 | non |
| | 59-SSRS - Affections de la personne âgée | 8 | 8 | 0 | non |

| VAR | | | | | |
|---|---|-------------------------|---------------------------|---------------------|--------------------|
| SSR ADULTES - HOSPITALISATION TEMPS PARTIEL (jour/nuit) | | | | | |
| Activités | Implantations SROS | Autorisations accordées | Implantations disponibles | demandes recevables | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 13+1** | 13 | 1 | oui | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 7 | 7 | 0 | non |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 4 | 4 | 0 | non |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 4 | 3 | 1 | non ⁽¹⁾ |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 1 | 1 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 1 | 1 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 1 | 1 | 0 | non |
| | 58-SSRS - Affect. liées conduites addict. | 1 | 1 | 0 | non |
| | 59-SSRS - Affections de la personne âgée | 0 | 0 | 0 | non |

(**) Reconnaissance de « besoins exceptionnels tenant à des situations d'urgence et impérieuse nécessité en matière de santé publique », relatifs à la prise en charge en SSR en hospitalisation complète et à temps partiel pour adultes et enfants dans le territoire du Var après avis de la commission spécialisée de l'organisation des soins du mardi 2 mai 2017

⁽¹⁾ Lorsque la cessation d'une activité est consécutive à un volume d'activité insuffisant, l'autorisation détenue n'a pas vocation à être réattribuée dans la mesure où les besoins sont couverts.



| VAR | | | | | |
|---|--|----------------------------|------------------------------|---------------------|-----|
| SSR ENFANTS (de 0 à 18 ans) - HOSPITALISATION COMPLETE* | | | | | |
| Activités | Implantations SROS | Autorisations accordées | Implantations disponibles | demandes recevables | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 4+ 1** | 5 | 0 | non | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 1 | 1 | 0 | non |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 2 | 2 | 0 | non |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 0 | 0 | 0 | non |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 1 | 1 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 1 | 1 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 1 | 1 | 0 | non |

| VAR | | | | | |
|---|--|----------------------------|------------------------------|---------------------|--------------------|
| SSR ENFANTS (de 0 à 18 ans) - HOSPITALISATION TEMPS PARTIEL (jour/nuit) | | | | | |
| Activités | Implantations SROS | Autorisations accordées | Implantations disponibles | demandes recevables | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 3+ 1** | 4 | 0 | non | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 1 | 0 | 0 | non ⁽²⁾ |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 2 | 1 | 0 | non ⁽²⁾ |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 0 | 0 | 0 | non |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 1 | 1 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 1 | 1 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 1 | 1 | 0 | non |

(**) Reconnaissance de « besoins exceptionnels tenant à des situations d'urgence et impérieuse nécessité en matière de santé publique », relatifs à la prise en charge en SSR en hospitalisation complète et à temps partiel pour adultes et enfants dans le territoire du Var après avis de la commission spécialisée de l'organisation des soins du mardi 2 mai 2017

(1) Lorsque la cessation d'une activité est consécutive à un volume d'activité insuffisant, l'autorisation détenue n'a pas vocation à être réattribuée dans la mesure où les besoins sont couverts.



| VAUCLUSE | | | | | |
|--|---|----------------------------|------------------------------|---------------------|-----|
| SSR ADULTES - HOSPITALISATION COMPLETE | | | | | |
| Activités | Implantations SROS | Autorisations accordées | Implantations disponibles | demandes recevables | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 16 | 16 | 0 | non | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 4 | 4 | 0 | non |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 2 | 2 | 0 | non |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 1 | 1 | 0 | non |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 1 | 1 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 0 | 0 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 0 | 0 | 0 | non |
| | 58-SSRS - Affect. liées conduites addict. | 1 | 0 | 1 | oui |
| | 59-SSRS - Affections de la personne âgée | 6 | 6 | 0 | non |

| VAUCLUSE | | | | | |
|---|---|----------------------------|------------------------------|---------------------|-----|
| SSR ADULTES - HOSPITALISATION TEMPS PARTIEL (jour/nuit) | | | | | |
| Activités | Implantations SROS | Autorisations accordées | Implantations disponibles | demandes recevables | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 6 | 5 | 1 | oui | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 4 | 4 | 0 | non |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 2 | 2 | 0 | non |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 1 | 1 | 0 | non |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 0 | 0 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 1 | 0 | 1 | oui |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 0 | 0 | 0 | non |
| | 58-SSRS - Affect. liées conduites addict. | 1 | 0 | 1 | oui |
| | 59-SSRS - Affections de la personne âgée | 0 | 0 | 0 | non |



| VAUCLUSE | | | | | |
|--|--|---------------|---------------|---------------------|-----|
| SSR ENFANTS (de 0 à 18 ans) - HOSPITALISATION COMPLETE | | | | | |
| Activités | Implantations | Autorisations | Implantations | demandes recevables | |
| | SROS | accordées | disponibles | | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 0 | 0 | 0 | non | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 0 | 0 | 0 | non |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 0 | 0 | 0 | non |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 0 | 0 | 0 | non |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 0 | 0 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 0 | 0 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 0 | 0 | 0 | non |

| VAUCLUSE | | | | | |
|---|--|---------------|---------------|---------------------|-----|
| SSR ENFANTS (de 0 à 18 ans) - HOSPITALISATION TEMPS PARTIEL (jour/nuit) | | | | | |
| Activités | Implantations | Autorisations | Implantations | demandes recevables | |
| | SROS | accordées | disponibles | | |
| 50-SSR - Non spécialisés | 1 | 0 | 1 | oui | |
| Dont SSR spécialisé | 51-SSRS - Affections appareil locomoteur | 1 | 0 | 1 | oui |
| | 52-SSRS - Affections du système nerveux | 0 | 0 | 0 | non |
| | 53-SSRS - Affections cardio-vasculaires | 0 | 0 | 0 | non |
| | 54-SSRS - Affections respiratoires | 0 | 0 | 0 | non |
| | 55-SSRS - Affect. syst. dig. méta. endo. | 0 | 0 | 0 | non |
| | 56-SSRS - Affections onco-hématologiques | 0 | 0 | 0 | non |
| | 57-SSRS - Affections des brûlés | 0 | 0 | 0 | non |



2 - -ACTIVITES CLINIQUES ET BIOLOGIQUES D'ASSISTANCE MEDICALE A LA PROCREATION :

| | | AMP- Activité biologique : Préparation et conservation du sperme en vue d'une insémination artificielle | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|--|--------------------------|---------------------------|---------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | demandes recevables |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 5 | 3 | 2 | OUI |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 7 | 7 | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 2 | 2 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 2 | 2 | 0 | NON |

| | | AMP- Activité biologique : Fécondation in vitro avec ou sans micromanipulation | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|---|--------------------------|---------------------------|---------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | demandes recevables |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 2 | 2 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 4 | 4 | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 1 | 1 | 0 | NON |

| | | AMP- Activité biologique : Conservation des embryons en vue d'un projet parental | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|---|--------------------------|---------------------------|---------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | demandes recevables |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 2 | 2 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 4 | 4 | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 1 | 1 | 0 | NON |



| | | AMP- Activité biologique : Recueil, préparation conservation et mise à disposition du sperme en vue d'un don | | | |
|---------------------------------|------------------------------------|--|-----------------------------|------------------------------|------------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | demandes recevables |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON |

| | | AMP- Activité biologique : Préparation, conservation et mise à disposition d'ovocytes en vue d'un don | | | |
|---------------------------------|------------------------------------|--|-----------------------------|------------------------------|------------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | demandes recevables |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON |

| | | AMP- Activité biologique : Conservation, des embryons en vue de leur accueil et mise en œuvre de celui-ci | | | |
|---------------------------------|------------------------------------|---|-----------------------------|------------------------------|------------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | demandes recevables |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON |



| | | AMP- Activité biologique : Conservation à usage autologue des gamètes et tissus germinaux en application de l'article L.2141-11 | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|--|--------------------------|---------------------------|---------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | demandes recevables |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 2 | 2 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 3 | 3 | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON |

| | | AMP- Activité clinique : Prélèvement d'ovocyte en vue d'une AMP | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|--|--------------------------|---------------------------|---------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | demandes recevables |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 2 | 2 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 4 | 4 | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 1 | 1 | 0 | NON |

| | | AMP- Activité clinique : Prélèvement de spermatozoïdes | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|---|--------------------------|---------------------------|---------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | demandes recevables |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 2 | 2 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 3 | 3 | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON |

| | | AMP- Activité clinique : Transfert d'embryons en vue de leur implantation | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|--|--------------------------|---------------------------|---------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | demandes recevables |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 2 | 2 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 4 | 4 | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 1 | 1 | 0 | NON |



| | | AMP- Activité clinique : Prélèvement d'ovocytes en vue d'un don | | | |
|---------------------------------|------------------------------------|--|-----------------------------|------------------------------|------------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | demandes recevables |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON |

| | | AMP- Activité clinique : Mise en œuvre de l'accueil des embryons | | | |
|---------------------------------|------------------------------------|---|-----------------------------|------------------------------|------------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | demandes recevables |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON |



3 - -ACTIVITES DE DIAGNOSTIC PRENATAL :

| | | DPN Les examens de biochimie portant sur les marqueurs sériques maternels catégorie dont le libellé a été modifié par décret n°2014-31 du 14 janvier 2014 (anciennement Analyses de biochimie, y compris les analyses portant sur les marqueurs sériques maternels) | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|--|-------------------------|-------------------------|----------------------------|
| | | Implantation SROS | Implantation autorisées | Implantation disponible | Nouvelle demande recevable |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 3 | 3 | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 1 | 1 | 0 | NON |

| | | DPN Les examens de cytogénétique, y compris les examens moléculaires appliqués à la cytogénétique catégorie dont le libellé a été modifié par décret n°2014-32 du 14 janvier 2014 (anciennement Analyses de cytogénétique, y compris les analyses de cytogénétique moléculaire) | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|--|--------------------------|-------------------------|----------------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantation disponible | nouvelle demande recevable |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 2 | 1 | 1 | NON ⁽¹⁾ |
| | <i>Var</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON |

| | | DPN Les examens de génétique moléculaire catégorie dont le libellé a été modifié par décret n°2014-32 du 14 janvier 2014 (anciennement Analyses de génétique moléculaire) | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|--|-------------------------|-------------------------|----------------------------|
| | | Implantation SROS | Implantation autorisées | Implantation disponible | Nouvelle demande recevable |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 3* | 3* | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON |

* dont 1 site équipé pour la détermination du Génotype Rhésus et du sexe du fœtus à partir de l'ADN fœtal circulant dans le sang maternel

⁽¹⁾ Lorsque la cessation d'une activité est consécutive à un volume d'activité insuffisant, l'autorisation détenue n'a pas vocation à être réattribuée dans la mesure où les besoins sont couverts.



| | | DPN Examens de biochimie fœtale catégorie dont le libellé a été modifié par le décret n°2014-32 du 14 janvier 2014 (anciennement Analyses de biochimie, y compris les analyses portant sur les marqueurs sériques maternel) | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|--|------------------------|-------------------------|----------------------------|
| | | Implantation SROS | Implantation autorisés | Implantation disponible | nouvelle demande recevable |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON |

| | | DPN Les examens en vue du diagnostic de maladies infectieuses catégorie dont le libellé a été modifié par décret n°2014-32 du 14 janvier 2014 (anciennement Analyses en vue du diagnostic des maladies infectieuses, incluant les analyses de biologie moléculaire) | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|--|-------------------------|-------------------------|----------------------------|
| | | Implantations SROS | Implantation autorisées | Implantation disponible | nouvelle demande recevable |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 2 | 2 | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON |

DPN : Analyses d'hématologie incluant les analyses de biologie moléculaire : catégorie supprimée par décret n°2014-32 du 14 janvier 2014

DPN : Analyses d'immunologie incluant les analyses de biologie moléculaire : catégorie supprimée par décret n°2014-32 du 14 janvier 2014



4 - EXAMEN DES CARACTERISTIQUES GENETIQUES D'UNE PERSONNE OU IDENTIFICATION D'UNE PERSONNE PAR EMPREINTE GENETIQUE A DES FINS MEDICALES :

| | | Examen des caractéristiques génétiques d'une personne à des fins médicales : Les analyses de cytogénétique, y compris les analyses de cytogénétique moléculaire | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|--|--------------------------|---------------------------|----------------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | nouvelle demande recevable |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 1* | 1* | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 3* | 3* | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | | * dont 1 site est équipé d'une plateforme d'analyse sur puces à ADN encore appelée analyses de cytogénétique moléculaire. | | | |

| | | Examen des caractéristiques génétiques d'une personne à des fins médicales : Les analyses de cytogénétique, y compris les analyses de cytogénétique moléculaire limitées à la maladie de Fanconi | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|---|--------------------------|---------------------------|----------------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | nouvelle demande recevable |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON |

| | | Examen des caractéristiques génétiques d'une personne à des fins médicales : Les analyses de génétique moléculaire | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|---|--------------------------|---------------------------|----------------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | Nouvelle demande recevable |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 1* | 1* | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 3* | 3* | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | | (*) dont 1 site équipé de la plateforme de séquençage à très haut débit | | | |

| | | Examen des caractéristiques génétiques d'une personne à des fins médicales : analyses de génétique moléculaire limitées au diagnostic des facteurs de l'hémostase | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|--|--------------------------|---------------------------|----------------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | Nouvelle demande recevable |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON |



| | | Examen des caractéristiques génétiques d'une personne à des fins médicales : Analyses de génétique moléculaire limitées au diagnostic de l'hémochromatose | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|--|--------------------------|---------------------------|----------------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | Nouvelle demande recevable |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 1 | 0 | 1 | OUI |
| | <i>Var</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON |

| | | Examen des caractéristiques génétiques d'une personne à des fins médicales : Analyses de génétique moléculaire limitées à la pharmacogénétique | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|---|--------------------------|---------------------------|----------------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | Nouvelle demande recevable |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 1* | 1* | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 1* | 1* | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON |

* Notamment le domaine du cancer

| | | Examen des caractéristiques génétiques d'une personne à des fins médicales : Analyses de génétique moléculaire limitées aux maladies de l'hémoglobine | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|--|--------------------------|---------------------------|----------------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | Nouvelle demande recevable |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 1 | 0 | 1 | OUI |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON |

| | | Examen des caractéristiques génétiques d'une personne à des fins médicales : Analyses de génétique moléculaire limitées aux analyses du HLA | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|--|--------------------------|---------------------------|----------------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | Nouvelle demande recevable |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 1 | 1 | 0 | NON |
| | <i>Var</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON |

| | | Examen des caractéristiques génétiques d'une personne à des fins médicales : Analyses de génétique moléculaire limitées à l'oncogénétique | | | |
|-----------------------------|--------------------------------|--|--------------------------|---------------------------|----------------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | Nouvelle demande recevable |
| Territoires de santé | <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Alpes Maritimes</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Bouches du Rhône</i> | 1 | 0 | 1 | OUI |
| | <i>Var</i> | 0 | 0 | 0 | NON |
| | <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON |



5 - MEDECINE :

| MEDECINE | | | | | |
|--------------------------------|--------------------|-------------------------|---------------------------|---------------------|--|
| HOSPITALISATION COMPLETE | | | | | |
| Territoire de santé | Implantations SROS | Autorisations accordées | Implantations disponibles | demandes recevables | |
| <i>Alpes de Haute Provence</i> | 7 | 7 | 0 | NON | |
| <i>Hautes Alpes</i> | 6 | 6 | 0 | NON | |
| <i>Alpes Maritimes</i> | 23 | 23 | 0 | NON | |
| <i>Bouches du Rhône *</i> | 36 | 41 | 0 | NON | |
| <i>Var*</i> | 17 | 17 | 0 | NON | |
| <i>Vaucluse</i> | 13 | 13 | 0 | NON | |

* Dont HIA



6 - TRAITEMENT DE L'INSUFFISANCE RENALE CHRONIQUE PAR EPURATION EXTRA-RENALE

| IMPLANTATIONS TRAITEMENT DE L'IRC PAR EPURATION EXTRA-RENALE | | | | |
|---|---|-------------------------|-------------------------------|--------------------------|
| TERRITOIRES DE SANTE | MODALITES | Implantation PRS | Implantation autorisée | Demande recevable |
| Alpes de Haute Provence | hémodialyse en centre | 1 | 1 | NON |
| | hémodialyse en unité médicalisée | 3 | 3 | NON |
| | hémodialyse en unité d'auto-dialyse simple et/ou assistée | 3 | 3 | NON |
| Hautes Alpes | hémodialyse en centre | 2 | 2 | NON |
| | hémodialyse en unité médicalisée | 2 | 2 | NON |
| Alpes maritimes | hémodialyse en unité d'autodialyse simple et/ou assistée | 2 | 2 | NON |
| | hémodialyse en centre | 6 | 6 | NON |
| | hémodialyse en unité médicalisée | 5 | 4 | OUI |
| | hémodialyse en unité d'autodialyse simple et/ou assistée | 7 | 4 | OUI |
| Bouches du Rhône | hémodialyse en centre | 10 | 10 | NON |
| | hémodialyse en unité médicalisée | 13 | 13 | NON |
| | hémodialyse en unité d'autodialyse simple et/ou assistée | 17 | 17 | NON |
| | hémodialyse en centre | 8 | 8 | NON |
| | hémodialyse en unité médicalisée | 11 | 11 | NON |
| Var | hémodialyse en unité d'autodialyse simple et/ou assistée | 10 | 9 | OUI |
| | hémodialyse en centre | 4 | 4 | NON |
| Vaucluse | hémodialyse en unité médicalisée | 4 | 4 | NON |
| | hémodialyse en unité d'auto-dialyse simple et/ou assistée | 7 | 5 | OUI |



7 - PSYCHIATRIE :

| | Psychiatrie générale Hospitalisation complète | | | | |
|----------------------|--|--------------------------|---------------------------|-------------------|-----|
| | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | Demande recevable | |
| Territoires de santé | Alpes de Haute-Provence | 2 | 1 | 1 | OUI |
| | Hautes-Alpes | 3 | 3 | 0 | NON |
| | Alpes Maritimes | 12 | 10 | 2 | OUI |
| | Bouches-du-Rhône * | 23+1 ^(**) | 24 | 0 | NON |
| | Var | 14 | 14 | 0 | NON |
| Vaucluse | 7 | 4 | 3 | OUI | |

* Dont HIA

(**) Reconnaissance de « besoins exceptionnels tenant à des situations d'urgence et impérieuse nécessité en matière de santé publique », relatifs à la prise en charge en Psychiatrie générale en hospitalisation complète, destinée à l'accueil des détenus au sein d'une UHSA dans le territoire des Bouches-du-Rhône après avis de la commission spécialisée de l'organisation des soins du lundi 3 juillet 2017.

| | Psychiatrie générale Hospitalisation de jour | | | | |
|----------------------|---|--------------------------|---------------------------|-------------------|-----|
| | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | Demande recevable | |
| Territoires de santé | Alpes de Haute-Provence | 7 | 5 | 2 | OUI |
| | Hautes-Alpes | 4 | 3 | 1 | OUI |
| | Alpes Maritimes | 27 | 18 | 9 | OUI |
| | Bouches-du-Rhône | 48 | 34 | 14 | OUI |
| | Var | 23 | 16 | 7 | OUI |
| Vaucluse | 22 | 18 | 4 | OUI | |



| | Psychiatrie générale Hospitalisation de nuit | | | | Demande recevable |
|----------------------|---|--------------------------|---------------------------|---|-------------------|
| | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | | |
| Territoires de santé | Alpes de Haute-Provence | 2 | 1 | 1 | OUI |
| | Hautes-Alpes | 3 | 2 | 1 | OUI |
| | Alpes Maritimes | 10 | 4 | 6 | OUI |
| | Bouches-du-Rhône | 19 | 10 | 9 | OUI |
| | Var | 11 | 6 | 5 | OUI |
| | Vaucluse | 6 | 1 | 5 | OUI |

| | Psychiatrie générale Placement Familial Thérapeutique | | | | Demande recevable |
|----------------------|--|-------------------------|---------------------------|---|-------------------|
| | Autorisations SROS | Autorisations accordées | Autorisations disponibles | | |
| Territoires de santé | Alpes de Haute-Provence | 1 | 1 | 0 | NON |
| | Hautes-Alpes | 2 | 1 | 1 | OUI |
| | Alpes Maritimes | 5 | 1 | 4 | OUI |
| | Bouches-du-Rhône | 6 | 5 | 1 | OUI |
| | Var | 4 | 1 | 3 | OUI |
| | Vaucluse | 1 | 1 | 0 | NON |



| | Psychiatrie générale Appartements Thérapeutique | | | | Demande recevable |
|----------------------|--|-------------------------|---------------------------|---|-------------------|
| | Autorisations SROS | Autorisations accordées | Autorisations disponibles | | |
| Territoires de santé | Alpes de Haute-Provence | 1 | 1 | 0 | NON |
| | Hautes-Alpes | 2 | 2 | 0 | NON |
| | Alpes Maritimes | 5 | 2 | 3 | OUI |
| | Bouches-du-Rhône | 6 | 2 | 4 | OUI |
| | Var | 4 | 1 | 3 | OUI |
| | Vaucluse | 1 | 1 | 0 | NON |

| | Psychiatrie générale Centre de crise | | | | Demande recevable |
|----------------------|---|-------------------------|---------------------------|---|-------------------|
| | Autorisations SROS | Autorisations accordées | Autorisations disponibles | | |
| Territoires de santé | Alpes de Haute-Provence | 0 | 0 | 0 | NON |
| | Hautes-Alpes | 0 | 0 | 0 | NON |
| | Alpes Maritimes | 3 | 3 | 0 | NON |
| | Bouches-du-Rhône | 4 | 4 | 0 | NON |
| | Var | 1 | 1 | 0 | NON |
| | Vaucluse | 4 | 1 | 3 | OUI |



| | | Psychiatrie infanto-juvénile Hospitalisation complète | | | |
|----------------------|-------------------------|--|--------------------------|---------------------------|-------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | Demande recevable |
| Territoires de santé | Alpes de Haute-Provence | 0 | 0 | 0 | NON |
| | Hautes-Alpes | 2 | 2 | 0 | NON |
| | Alpes Maritimes | 2 | 2 | 0 | NON |
| | Bouches-du-Rhône | 5 | 7 | 0 | NON |
| | Var | 3 | 3 | 0 | NON |
| | Vaucluse | 2 | 2 | 0 | NON |

| | | Psychiatrie infanto-juvénile Hospitalisation de jour | | | |
|----------------------|-------------------------|---|--------------------------|---------------------------|-------------------|
| | | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | Demande recevable |
| Territoires de santé | Alpes de Haute-Provence | 4 | 4 | 0 | NON |
| | Hautes-Alpes | 4 | 4 | 0 | NON |
| | Alpes Maritimes | 9 | 8 | 1 | OUI |
| | Bouches-du-Rhône | 23 | 19 | 4 | OUI |
| | Var | 10 | 9 | 1 | OUI |
| | Vaucluse | 12 | 9 | 3 | OUI |



| | Psychiatrie infanto-juvénile Hospitalisation de nuit | | | | Demande recevable |
|----------------------|---|--------------------------|---------------------------|-----|-------------------|
| | Implantations SROS | Implantations autorisées | Implantations disponibles | | |
| Territoires de santé | Alpes de Haute-Provence | 0 | 0 | 0 | NON |
| | Hautes-Alpes | 1 | 0 | 1 | OUI |
| | Alpes Maritimes | 1 | 0 | 1 | OUI |
| | Bouches-du-Rhône | 4 | 1 | 3 | OUI |
| | Var | 3 | 0 | 3 | OUI |
| Vaucluse | 1 | 0 | 1 | OUI | |

| | Psychiatrie infanto-juvénile Placement familial thérapeutique | | | | Demande recevable |
|----------------------|--|-------------------------|---------------------------|-----|-------------------|
| | Autorisations SROS | Autorisations accordées | Autorisations disponibles | | |
| Territoires de santé | Alpes de Haute-Provence | 1 | 1 | 0 | NON |
| | Hautes-Alpes | 1 | 1 | 0 | NON |
| | Alpes Maritimes | 3 | 0 | 3 | OUI |
| | Bouches-du-Rhône | 6 | 3 | 3 | OUI |
| | Var | 3 | 2 | 1 | OUI |
| Vaucluse | 1 | 1 | 0 | NON | |



| | Psychiatrie infanto-juvénile Centre de crise | | | |
|----------------------|---|-------------------------|-------------------------|-------------------|
| | Autorisations SROS | Autorisations accordées | Autorisation disponible | Demande recevable |
| Territoires de santé | Alpes de Haute-Provence | 0 | 0 | NON |
| | Hautes-Alpes | 0 | 0 | NON |
| | Alpes Maritimes | 1 | 0 | OUI |
| | Bouches-du-Rhône | 1 | 1 | NON |
| | Var | 0 | 0 | NON |
| | Vaucluse | 0 | 0 | NON |



8 - SOINS DE LONGUE DUREE :

| SOINS DE LONGUE DUREE | | | | | |
|--------------------------------|--|-----------------------------------|---------------------------|---------------------|--|
| Territoire de santé | Nombre d'implantations arrêtées dans le SROS | Nombre d'implantations autorisées | Implantations disponibles | Demandes recevables | |
| <i>Alpes de Haute Provence</i> | 2 | 2 | 0 | NON | |
| <i>Hautes Alpes</i> | 4 | 4 | 0 | NON | |
| <i>Alpes Maritimes</i> | 10 | 10 | 0 | NON | |
| <i>Bouches du Rhône</i> | 13 + 1 ^{****} | 13 | 1 | OUI | |
| <i>Var</i> | 11 | 11 | 0 | NON | |
| <i>Vaucluse</i> | 6 | 6 | 0 | NON | |

(****) Reconnaissance de « besoins exceptionnels tenant à des situations d'urgence et impérieuse nécessité en matière de santé publique », relatifs à la prise en charge en USLD des personnes adultes atteintes de maladies chroniques dans le territoire des Bouches-du-Rhône consécutivement au vote favorable de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins du lundi 1er juillet 2013.



9 - ACTIVITES INTERVENTIONNELLES SOUS IMAGERIE MEDICALE, PAR VOIE ENDOVASCULAIRE EN CARDIOLOGIE

| Activités interventionnelles en cardiologie sous imagerie médicales Electrophysiologie de rythmologie interventionnelle | | | | | |
|--|---|--------------------------|--------------------------------|---------------------|--|
| Territoire de santé | Nombre d'implantations d'actes électrophysiologie de rythmologie interventionnelle, dans le SROS | Implantations autorisées | Implantations/ différentiel | Demandes recevables | |
| <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON | |
| <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON | |
| <i>Alpes Maritimes</i> | 6 | 6 | 0 | NON | |
| <i>Bouches du Rhône</i> | 6 | 6 | 0 | NON | |
| <i>Var*</i> | 2 | 2 | 0 | NON | |
| <i>Vaucluse</i> | 2 | 2 | 0 | NON | |
| TOTAL | 16 | 16 | 0 | | |

* Dont HIA



| Activités interventionnelles en cardiologie sous imagerie médicales / enfants | | | | | |
|---|--|----------------------|-----------------------------|---------------------|--|
| Territoire de santé | Nombre d'implantations actes cardiopathies enfant dans le SROS | Nombre autorisations | Implantations/ différentiel | Demandes recevables | |
| <i>Alpes de Haute-Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON | |
| <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON | |
| <i>Alpes Maritimes</i> | 0 | 0 | 0 | NON | |
| <i>Bouches du Rhône</i> | 1 | 1 | 0 | NON | |
| <i>Var</i> | 0 | 0 | 0 | NON | |
| <i>Vaucluse</i> | 0 | 0 | 0 | NON | |
| TOTAL | 1 | 1 | 0 | | |



| Activités interventionnelles en cardiologie sous imagerie médicales autres cardiopathies | | | | | |
|---|--|----------------------|--------------------------------|---------------------|--|
| Territoire de santé | Nombre d'implantations actes autres cardiopathies,(angioplasties coronaires) dans le SROS | Nombre autorisations | Implantations/ différentiel | Demandes recevables | |
| <i>Alpes de Haute Provence</i> | 0 | 0 | 0 | NON | |
| <i>Hautes Alpes</i> | 0 | 0 | 0 | NON | |
| <i>Alpes Maritimes</i> | 5 | 5 | 0 | NON | |
| <i>Bouches du Rhône</i> | 10 | 10 | 0 | NON | |
| <i>Var*</i> | 3 | 3 | 0 | NON | |
| <i>Vaucluse</i> | 2 | 2 | 0 | NON | |
| TOTAL | 20 | 20 | 0 | | |

* Dont HIA



Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article R. 6122-30 du code susvisé, ce bilan sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il sera affiché **jusqu'au 15 avril 2018**, au siège de l'Agence régionale de santé, et des délégations départementales.

Article 3 : Le directeur de l'organisation des soins de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur et le délégué départemental concerné, sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Marseille, le 19 janvier 2018



Claude d'HARCOURT



DRAAF PACA

R93-2018-01-24-002

Arrêté portant autorisation d'exploiter de la SAS
CHATEAU SAINT-PONS Domaine le Saint Pons 84400
VILLARS

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

ARRÊTÉ

Portant autorisation d'exploiter

Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
Préfet des Bouches-du-Rhône,

VU Le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L311-1 et suivants,
VU La loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,
VU Le décret d'application n° 2015-713 du 22 juin 2015,
VU L'arrêté du 13 juillet 2015 fixant la surface minimale d'assujettissement nationale,
VU L'arrêté du 20 juillet 2015 fixant les modalités de calcul des équivalences par type de production, région naturelle ou territoire pour l'établissement du schéma directeur régional des exploitations agricoles,
VU L'arrêté du 18 septembre 2015 fixant les coefficients d'équivalence pour les productions hors sol,
VU L'arrêté préfectoral du 11 décembre 2017 portant délégation de signature du Préfet de la Région Provence -Alpes-Côte d'Azur au Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, Recteur pour l'enseignement agricole,
VU L'arrêté préfectoral régional du 30 juin 2016 portant schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
VU La demande enregistrée sous le numéro 842017044 présentée par la SAS CHATEAU SAINT-PONS domiciliée Domaine le Saint-Pons 84400 VILLARS,
VU L'arrêté R93-2017-12-20-001 du 20 décembre 2017 portant autorisation d'exploiter de la SAS CHATEAU SAINT-PONS Domaine le Saint-Pons 84400 VILLARS,

CONSIDÉRANT qu'aucune demande concurrente n'a été enregistrée pendant la durée de la publicité légale,

ARRÊTE

ARTICLE 1

La SAS CHATEAU SAINT-PONS domiciliée Domaine le Saint-Pons 84400 VILLARS est autorisée à exploiter la surface de 8ha 86a 57ca, parcelles section K 440, 451, 462, 542, 544, 545, 546, 552, 554, 555, 557, 559, 655 situées à 84400 VILLARS appartenant à Mme CARREL et M. DEREN représentant le GFA Château Saint-Pons.

ARTICLE 2

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté R93-2017-12-20-001 du 20 décembre 2017 visé ci-dessus.

ARTICLE 3

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de PACA, le préfet du département du Vaucluse, le directeur départemental des territoires du Vaucluse, le maire de la commune de VILLARS sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et affiché en mairie de la commune intéressée.

Le Directeur Régional
de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt
Patrice DE LAURENS

24 JAN. 2018

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer soit un recours gracieux devant le préfet ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture, soit un recours contentieux devant le tribunal administratif. Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite, par absence de réponse dans les deux mois du recours, vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif.

DRAAF PACA

R93-2018-01-24-003

Arrêté portant autorisation d'exploiter de M Géry BURY
206 Cours Fernande Peyre 84800 L'ISLE SUR LA
SORGUE



PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

ARRÊTÉ

Portant autorisation d'exploiter

Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
Préfet des Bouches-du-Rhône,

VU La loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,
VU Le décret d'application n° 2015-713 du 22 juin 2015,
VU L'arrêté du 13 juillet 2015 fixant la surface minimale d'assujettissement nationale,
VU L'arrêté du 20 juillet 2015 fixant les modalités de calcul des équivalences par type de production, région naturelle ou territoire pour l'établissement du schéma directeur régional des exploitations agricoles,
VU L'arrêté du 18 septembre 2015 fixant les coefficients d'équivalence pour les productions hors sol,
VU L'arrêté préfectoral du 11 décembre 2017 portant délégation de signature du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur au Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, Recteur pour l'enseignement agricole,
VU L'arrêté préfectoral régional du 30 juin 2016 portant schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
VU La demande enregistrée sous le numéro 842017049 présentée par M. Géry BURY domicilié 206, Cours Fernande Peyre 84800 L'ISLE SUR LA SORGUE,

CONSIDÉRANT qu'aucune demande concurrente n'a été enregistrée pendant la durée de la publicité légale,

ARRÊTE

ARTICLE 1

M. Géry BURY domicilié 206, Cours Fernande Peyre 84800 L'ISLE SUR LA SORGUE est autorisé à exploiter la surface de 0ha 15a 50ca parcelle section AO 154 située à 84580 OPPEDE LE VIEUX appartenant à M. Pierre THIERY et Mme Patricia THIERY.

ARTICLE 2

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de PACA, le préfet du département du Vaucluse, le directeur départemental des territoires du Vaucluse, le maire de la commune de OPPEDE LE VIEUX sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et affiché en mairie de la commune intéressée.

Le Directeur Régional
de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt

24 JAN. 2018

Patrice DE LAURENS

*Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer soit un recours gracieux devant le préfet ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture, soit un recours contentieux devant le tribunal administratif.
Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite, par absence de réponse dans les deux mois du recours, vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif.*

DRAAF PACA

R93-2018-01-22-014

Arrêté portant habilitation en tant qu'organisme de formation pour la mise en oeuvre du stage collectif de formation de 21 heures pour les Alpes-de-Haute-Provence



PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

ARRÊTÉ

« Portant habilitation en tant qu'organisme de formation
pour la mise en œuvre du stage collectif de formation de 21 heures
pour le département des Alpes-de-Haute-Provence »

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code rural et de la pêche maritime,

Vu le décret n°2016-1140 du 22 août 2016 relatif à l'organisation de la préparation à l'installation en agriculture,

Vu l'arrêté du 22 août 2016 relatif au plan de professionnalisation personnalisé,

Vu l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2017 portant création du comité régional de l'installation et de la transmission en agriculture,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2015-219 du 10 mars 2015 présentant la démarche et l'organisation de la préparation à l'installation en agriculture,

Vu l'instruction technique DGPE/SDC/2016-651 du 03/08/2016 portant sur la gestion et la mise en œuvre du programme pour l'accompagnement et la transmission en agriculture (AITA),

Vu l'instruction technique DGPE/SDC/2017-190 du 02/03/2017 portant sur les modalités de mise en œuvre du comité national de l'installation et de la transmission et des comités régionaux de l'installation et de la transmission,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2016-720 du 13/09/2016 portant sur les modalités opérationnelles de recueil et de transmission des données rattachées aux calculs des indicateurs de préparation à l'installation en agriculture,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2017-619 du 20 juillet 2017 assurant la diffusion des cahiers des charges nationaux relatifs aux points d'accueil installation (PAI), aux centres d'élaboration du plan de professionnalisation personnalisé (CEPPP) et au stage collectif de formation de 21 heures pour la période 2018-2020,

Vu le cahier des charges régional en vue de l'habilitation pour la mise en œuvre du stage collectif de formation de 21 heures joint à l'appel à candidatures organisé par la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Provence-Alpes-Côte d'Azur et publié sur son site internet le 16 octobre 2017,

Vu la candidature de la Chambre d'agriculture des Alpes-de-Haute-Provence pour son habilitation en tant qu'organisme de formation chargé de la mise en œuvre du stage collectif de formation de 21 heures pour le département des Alpes-de-Haute-Provence déposée le 14 novembre 2017,

Vu l'avis du comité régional de l'installation et de la transmission (CRIT) Provence-Alpes-Côte d'Azur, présidé par le préfet de région et le président du Conseil régional, en sa séance du 18 décembre 2017,

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Provence-Alpes-Côte d'Azur,

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'habilitation en tant qu'organisme de formation chargé de la mise en œuvre du stage collectif de formation de 21 heures dans le département des Alpes-de-Haute-Provence est accordée à la Chambre d'agriculture des Alpes-de-Haute-Provence.

ARTICLE 2

L'habilitation est accordée pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

ARTICLE 3

La structure habilitée devra se conformer à l'ensemble des dispositions du cahier des charges régional publié le 16 octobre 2017 et de son dossier de candidature.

ARTICLE 4

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le directeur départemental des territoires des Alpes-de-Haute-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à Marseille, le 22 JAN. 2018

SIGNÉ

Pierre DARTOUT

DRAAF PACA

R93-2018-01-22-016

Arrêté portant habilitation en tant qu'organisme de formation pour la mise en oeuvre du stage collectif de formation de 21 heures pour les Alpes-Maritimes



PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

ARRÊTÉ

« Portant habilitation en tant qu'organisme de formation
pour la mise en œuvre du stage collectif de formation de 21 heures
pour le département des Alpes-Maritimes »

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code rural et de la pêche maritime,

Vu le décret n°2016-1140 du 22 août 2016 relatif à l'organisation de la préparation à l'installation en agriculture,

Vu l'arrêté du 22 août 2016 relatif au plan de professionnalisation personnalisé,

Vu l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2017 portant création du comité régional de l'installation et de la transmission en agriculture,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2015-219 du 10 mars 2015 présentant la démarche et l'organisation de la préparation à l'installation en agriculture,

Vu l'instruction technique DGPE/SDC/2016-651 du 03/08/2016 portant sur la gestion et la mise en œuvre du programme pour l'accompagnement et la transmission en agriculture (AITA),

Vu l'instruction technique DGPE/SDC/2017-190 du 02/03/2017 portant sur les modalités de mise en œuvre du comité national de l'installation et de la transmission et des comités régionaux de l'installation et de la transmission,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2016-720 du 13/09/2016 portant sur les modalités opérationnelles de recueil et de transmission des données rattachées aux calculs des indicateurs de préparation à l'installation en agriculture,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2017-619 du 20 juillet 2017 assurant la diffusion des cahiers des charges nationaux relatifs aux points d'accueil installation (PAI), aux centres d'élaboration du plan de professionnalisation personnalisé (CEPPP) et au stage collectif de formation de 21 heures pour la période 2018-2020,

Vu le cahier des charges régional en vue de l'habilitation pour la mise en œuvre du stage collectif de formation de 21 heures joint à l'appel à candidatures organisé par la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Provence-Alpes-Côte d'Azur et publié sur son site internet le 16 octobre 2017,

Vu la candidature de la Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes pour son habilitation en tant qu'organisme de formation chargé de la mise en œuvre du stage collectif de formation de 21 heures pour le département des Alpes-Maritimes déposée le 10 novembre 2017,

Vu l'avis du comité régional de l'installation et de la transmission (CRIT) Provence-Alpes-Côte d'Azur, présidé par le préfet de région et le président du Conseil régional, en sa séance du 18 décembre 2017,

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Provence-Alpes-Côte d'Azur,

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'habilitation en tant qu'organisme de formation chargé de la mise en œuvre du stage collectif de formation de 21 heures dans le département des Alpes-Maritimes est accordée à la Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 2

L'habilitation est accordée pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

ARTICLE 3

La structure habilitée devra se conformer à l'ensemble des dispositions du cahier des charges régional publié le 16 octobre 2017 et de son dossier de candidature.

ARTICLE 4

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à Marseille, le 22 JAN. 2018

SIGNÉ

Pierre DARTOUT

DRAAF PACA

R93-2018-01-22-017

Arrêté portant habilitation en tant qu'organisme de formation pour la mise en oeuvre du stage collectif de formation de 21 heures pour les Bouches-du-Rhône



PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

ARRÊTÉ

« Portant habilitation en tant qu'organisme de formation
pour la mise en œuvre du stage collectif de formation de 21 heures
pour le département des Bouches-du-Rhône »

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code rural et de la pêche maritime,

Vu le décret n°2016-1140 du 22 août 2016 relatif à l'organisation de la préparation à l'installation en agriculture,

Vu l'arrêté du 22 août 2016 relatif au plan de professionnalisation personnalisé,

Vu l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2017 portant création du comité régional de l'installation et de la transmission en agriculture,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2015-219 du 10 mars 2015 présentant la démarche et l'organisation de la préparation à l'installation en agriculture,

Vu l'instruction technique DGPE/SDC/2016-651 du 03/08/2016 portant sur la gestion et la mise en œuvre du programme pour l'accompagnement et la transmission en agriculture (AITA),

Vu l'instruction technique DGPE/SDC/2017-190 du 02/03/2017 portant sur les modalités de mise en œuvre du comité national de l'installation et de la transmission et des comités régionaux de l'installation et de la transmission,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2016-720 du 13/09/2016 portant sur les modalités opérationnelles de recueil et de transmission des données rattachées aux calculs des indicateurs de préparation à l'installation en agriculture,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2017-619 du 20 juillet 2017 assurant la diffusion des cahiers des charges nationaux relatifs aux points d'accueil installation (PAI), aux centres d'élaboration du plan de professionnalisation personnalisé (CEPPP) et au stage collectif de formation de 21 heures pour la période 2018-2020,

Vu le cahier des charges régional en vue de l'habilitation pour la mise en œuvre du stage collectif de formation de 21 heures joint à l'appel à candidatures organisé par la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Provence-Alpes-Côte d'Azur et publié sur son site internet le 16 octobre 2017,

Vu la candidature du Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricoles d'Aix-Valabre pour son habilitation en tant qu'organisme de formation chargé de la mise en œuvre du stage collectif de formation de 21 heures pour le département des Bouches-du-Rhône déposée le 14 novembre 2017,

Vu l'avis du comité régional de l'installation et de la transmission (CRIT) Provence-Alpes-Côte d'Azur, présidé par le préfet de région et le président du Conseil régional, en sa séance du 18 décembre 2017,

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Provence-Alpes-Côte d'Azur,

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'habilitation en tant qu'organisme de formation chargé de la mise en œuvre du stage collectif de formation de 21 heures dans le département des Bouches-du-Rhône est accordée au Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricoles d'Aix-Valabre.

ARTICLE 2

L'habilitation est accordée pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

ARTICLE 3

La structure habilitée devra se conformer à l'ensemble des dispositions du cahier des charges régional publié le 16 octobre 2017 et de son dossier de candidature.

ARTICLE 4

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à Marseille, le 22 JAN. 2018

SIGNÉ

Pierre DARTOUT

DRAAF PACA

R93-2018-01-22-015

Arrêté portant habilitation en tant qu'organisme de formation pour la mise en oeuvre du stage collectif de formation de 21 heures pour les Hautes-Alpes



PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

ARRÊTÉ

« Portant habilitation en tant qu'organisme de formation
pour la mise en œuvre du stage collectif de formation de 21 heures
pour le département des Hautes-Alpes »

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code rural et de la pêche maritime,

Vu le décret n°2016-1140 du 22 août 2016 relatif à l'organisation de la préparation à l'installation en agriculture,

Vu l'arrêté du 22 août 2016 relatif au plan de professionnalisation personnalisé,

Vu l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2017 portant création du comité régional de l'installation et de la transmission en agriculture,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2015-219 du 10 mars 2015 présentant la démarche et l'organisation de la préparation à l'installation en agriculture,

Vu l'instruction technique DGPE/SDC/2016-651 du 03/08/2016 portant sur la gestion et la mise en œuvre du programme pour l'accompagnement et la transmission en agriculture (AITA),

Vu l'instruction technique DGPE/SDC/2017-190 du 02/03/2017 portant sur les modalités de mise en œuvre du comité national de l'installation et de la transmission et des comités régionaux de l'installation et de la transmission,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2016-720 du 13/09/2016 portant sur les modalités opérationnelles de recueil et de transmission des données rattachées aux calculs des indicateurs de préparation à l'installation en agriculture,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2017-619 du 20 juillet 2017 assurant la diffusion des cahiers des charges nationaux relatifs aux points d'accueil installation (PAI), aux centres d'élaboration du plan de professionnalisation personnalisé (CEPPP) et au stage collectif de formation de 21 heures pour la période 2018-2020,

Vu le cahier des charges régional en vue de l'habilitation pour la mise en œuvre du stage collectif de formation de 21 heures joint à l'appel à candidatures organisé par la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Provence-Alpes-Côte d'Azur et publié sur son site internet le 16 octobre 2017,

Vu la candidature de la Chambre d'agriculture des Hautes-Alpes pour son habilitation en tant qu'organisme de formation chargé de la mise en œuvre du stage collectif de formation de 21 heures pour le département des Hautes-Alpes déposée le 14 novembre 2017,

Vu l'avis du comité régional de l'installation et de la transmission (CRIT) Provence-Alpes-Côte d'Azur, présidé par le préfet de région et le président du Conseil régional, en sa séance du 18 décembre 2017,

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Provence-Alpes-Côte d'Azur,

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'habilitation en tant qu'organisme de formation chargé de la mise en œuvre du stage collectif de formation de 21 heures dans le département des Hautes-Alpes est accordée à la Chambre d'agriculture des Hautes-Alpes.

ARTICLE 2

L'habilitation est accordée pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

ARTICLE 3

La structure habilitée devra se conformer à l'ensemble des dispositions du cahier des charges régional publié le 16 octobre 2017 et de son dossier de candidature.

ARTICLE 4

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le directeur départemental des territoires des Hautes-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à Marseille, le 22 JAN. 2018

SIGNÉ

Pierre DARTOUT

DRAAF PACA

R93-2018-01-22-008

Arrêté portant labellisation du Centre d'Élaboration du
Plan de Professionnalisation Personnalisé (CEPPP) pour
les Alpes-de-Haute-Provence



PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

ARRÊTÉ

« Portant labellisation du Centre d'Élaboration du Plan de Professionnalisation Personnalisé (CEPPP) pour le département des Alpes-de-Haute-Provence »

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code rural et de la pêche maritime,

Vu le décret n°2016-1140 du 22 août 2016 relatif à l'organisation de la préparation à l'installation en agriculture,

Vu l'arrêté du 22 août 2016 relatif au plan de professionnalisation personnalisé,

Vu l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2017 portant création du comité régional de l'installation et de la transmission en agriculture,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2015-219 du 10 mars 2015 présentant la démarche et l'organisation de la préparation à l'installation en agriculture,

Vu l'instruction technique DGPE/SDC/2016-651 du 03/08/2016 portant sur la gestion et la mise en œuvre du programme pour l'accompagnement et la transmission en agriculture (AITA),

Vu l'instruction technique DGPE/SDC/2017-190 du 02/03/2017 portant sur les modalités de mise en œuvre du comité national de l'installation et de la transmission et des comités régionaux de l'installation et de la transmission,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2016-720 du 13/09/2016 portant sur les modalités opérationnelles de recueil et de transmission des données rattachées aux calculs des indicateurs de préparation à l'installation en agriculture,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2017-619 du 20 juillet 2017 assurant la diffusion des cahiers des charges nationaux relatifs aux points d'accueil installation (PAI), aux centres d'élaboration du plan de professionnalisation personnalisé (CEPPP) et au stage collectif de formation de 21 heures pour la période 2018-2020,

Vu le cahier des charges régional en vue de la labellisation en tant que CEPPP joint à l'appel à candidatures organisé par la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Provence-Alpes-Côte d'Azur et publié sur son site internet le 16 octobre 2017,

Vu la candidature de la Chambre d'agriculture des Alpes-de-Haute-Provence pour sa labellisation en qualité de CEPPP pour le département des Alpes-de-Haute-Provence déposée le 14 novembre 2017,

Vu l'avis du comité régional de l'installation et de la transmission (CRIT) Provence-Alpes-Côte d'Azur, présidé par le préfet de région et le président du Conseil régional, en sa séance du 18 décembre 2017,

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Provence-Alpes-Côte d'Azur,

ARRÊTE

ARTICLE 1

La labellisation en qualité de Centre d'Élaboration du Plan de Professionnalisation Personnalisé du département des Alpes-de-Haute-Provence est accordée à la Chambre d'agriculture des Alpes-de-Haute-Provence.

ARTICLE 2

La labellisation est accordée pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

ARTICLE 3

La structure labellisée devra se conformer à l'ensemble des dispositions du cahier des charges régional publié le 16 octobre 2017 et de son dossier de candidature.

ARTICLE 4

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le directeur départemental des territoires des Alpes-de-Haute-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à Marseille, le 22 JAN. 2018

SIGNE

Pierre DARTOUT

DRAAF PACA

R93-2018-01-22-010

Arrêté portant labellisation du Centre d'Élaboration du
Plan de Professionnalisation Personnalisé (CEPPP) pour
les Alpes-Maritimes



PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

ARRÊTÉ

« Portant labellisation du Centre d'Élaboration du Plan de Professionnalisation Personnalisé (CEPPP) pour le département des Alpes-Maritimes »

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code rural et de la pêche maritime,

Vu le décret n°2016-1140 du 22 août 2016 relatif à l'organisation de la préparation à l'installation en agriculture,

Vu l'arrêté du 22 août 2016 relatif au plan de professionnalisation personnalisé,

Vu l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2017 portant création du comité régional de l'installation et de la transmission en agriculture,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2015-219 du 10 mars 2015 présentant la démarche et l'organisation de la préparation à l'installation en agriculture,

Vu l'instruction technique DGPE/SDC/2016-651 du 03/08/2016 portant sur la gestion et la mise en œuvre du programme pour l'accompagnement et la transmission en agriculture (AITA),

Vu l'instruction technique DGPE/SDC/2017-190 du 02/03/2017 portant sur les modalités de mise en œuvre du comité national de l'installation et de la transmission et des comités régionaux de l'installation et de la transmission,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2016-720 du 13/09/2016 portant sur les modalités opérationnelles de recueil et de transmission des données rattachées aux calculs des indicateurs de préparation à l'installation en agriculture,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2017-619 du 20 juillet 2017 assurant la diffusion des cahiers des charges nationaux relatifs aux points d'accueil installation (PAI), aux centres d'élaboration du plan de professionnalisation personnalisé (CEPPP) et au stage collectif de formation de 21 heures pour la période 2018-2020,

Vu le cahier des charges régional en vue de la labellisation en tant que CEPPP joint à l'appel à candidatures organisé par la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Provence-Alpes-Côte d'Azur et publié sur son site internet le 16 octobre 2017,

Vu la candidature de la Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes pour sa labellisation en qualité de CEPPP pour le département des Alpes-Maritimes déposée le 10 novembre 2017,

Vu l'avis du comité régional de l'installation et de la transmission (CRIT) Provence-Alpes-Côte d'Azur, présidé par le préfet de région et le président du Conseil régional, en sa séance du 18 décembre 2017,

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Provence-Alpes-Côte d'Azur,

ARRÊTE

ARTICLE 1

La labellisation en qualité de Centre d'Élaboration du Plan de Professionnalisation Personnalisé du département des Alpes-Maritimes est accordée à la Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 2

La labellisation est accordée pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

ARTICLE 3

La structure labellisée devra se conformer à l'ensemble des dispositions du cahier des charges régional publié le 16 octobre 2017 et de son dossier de candidature.

ARTICLE 4

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à Marseille, le 22 JAN. 2018

SIGNE

Pierre DARTOUT

DRAAF PACA

R93-2018-01-22-009

Arrêté portant labellisation du Centre d'Élaboration du
Plan de Professionnalisation Personnalisé (CEPPP) pour
les Hautes-Alpes



PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

ARRÊTÉ

« Portant labellisation du Centre d'Élaboration du Plan de Professionnalisation Personnalisé (CEPPP) pour le département des Hautes-Alpes »

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code rural et de la pêche maritime,

Vu le décret n°2016-1140 du 22 août 2016 relatif à l'organisation de la préparation à l'installation en agriculture,

Vu l'arrêté du 22 août 2016 relatif au plan de professionnalisation personnalisé,

Vu l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2017 portant création du comité régional de l'installation et de la transmission en agriculture,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2015-219 du 10 mars 2015 présentant la démarche et l'organisation de la préparation à l'installation en agriculture,

Vu l'instruction technique DGPE/SDC/2016-651 du 03/08/2016 portant sur la gestion et la mise en œuvre du programme pour l'accompagnement et la transmission en agriculture (AITA),

Vu l'instruction technique DGPE/SDC/2017-190 du 02/03/2017 portant sur les modalités de mise en œuvre du comité national de l'installation et de la transmission et des comités régionaux de l'installation et de la transmission,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2016-720 du 13/09/2016 portant sur les modalités opérationnelles de recueil et de transmission des données rattachées aux calculs des indicateurs de préparation à l'installation en agriculture,

Vu la note de service DGER/SDPFE/2017-619 du 20 juillet 2017 assurant la diffusion des cahiers des charges nationaux relatifs aux points d'accueil installation (PAI), aux centres d'élaboration du plan de professionnalisation personnalisé (CEPPP) et au stage collectif de formation de 21 heures pour la période 2018-2020,

DRAAF PACA/SREDDT/PÔLE ENVIRONNEMENT ET TERRITOIRES
Adresse postale : 132 Bd DE PARIS - CS 70059 - 13331 MARSEILLE CEDEX 03 - sreddl.draaf-paca@agriculture.gouv.fr

Vu le cahier des charges régional en vue de la labellisation en tant que CEPPP joint à l'appel à candidatures organisé par la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Provence-Alpes-Côte d'Azur et publié sur son site internet le 16 octobre 2017,

Vu la candidature de la Chambre d'agriculture des Hautes-Alpes pour sa labellisation en qualité de CEPPP pour le département des Hautes-Alpes déposée le 14 novembre 2017,

Vu l'avis du comité régional de l'installation et de la transmission (CRIT) Provence-Alpes-Côte d'Azur, présidé par le préfet de région et le président du Conseil régional, en sa séance du 18 décembre 2017,

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Provence-Alpes-Côte d'Azur,

ARRÊTE

ARTICLE 1

La labellisation en qualité de Centre d'Élaboration du Plan de Professionnalisation Personnalisé du département des Hautes-Alpes est accordée à la Chambre d'agriculture des Hautes-Alpes.

ARTICLE 2

La labellisation est accordée pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

ARTICLE 3

La structure labellisée devra se conformer à l'ensemble des dispositions du cahier des charges régional publié le 16 octobre 2017 et de son dossier de candidature.

ARTICLE 4

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le directeur départemental des territoires des Hautes-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à Marseille, le 22 JAN. 2018

SIGNE

Pierre DARTOUT

DRAAF PACA

R93-2018-01-24-004

**Arrêté portant retrait d'autorisation d'exploiter du GAEC
LEVEURS DES BAOUS domicilié 3-4 Rue de la
Poucrière 06640 ST-JEANNET**

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

ARRÊTÉ

Portant retrait d'autorisation d'exploiter

Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
Préfet des Bouches-du-Rhône,

VU Le code des relations entre le public et l'administration et notamment les articles L242-1 et suivants,
VU Le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L311-1 et suivants,
VU La loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,
VU Le décret d'application n° 2015-713 du 22 juin 2015,
VU L'arrêté du 13 juillet 2015 fixant la surface minimale d'assujettissement nationale,
VU L'arrêté du 20 juillet 2015 fixant les modalités de calcul des équivalences par type de production, région naturelle ou territoire pour l'établissement du schéma directeur régional des exploitations agricoles,
VU L'arrêté du 18 septembre 2015 fixant les coefficients d'équivalence pour les productions hors sol,
VU L'arrêté préfectoral du 11 décembre 2017 portant délégation de signature du Préfet de la Région Provence -Alpes-Côte d'Azur au Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, Recteur pour l'enseignement agricole, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
VU L'arrêté préfectoral régional du 30 juin 2016 portant schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
VU La demande enregistrée sous le numéro 0620170034 présentée le 9 octobre 2017 par le GAEC ELEVEURS DES BAOUS domicilié 3-4 rue de la poudrière 06640 SAINT-JEANNET,
VU L'arrêté R93-2017-12-14-001 du 14 décembre 2017 portant autorisation d'exploiter du GAEC ELEVEURS DES BAOUS 3-4 rue de la poudrière 06640 SAINT-JEANNET,

CONSIDERANT que quatre demandes concurrentes ont été enregistrées pendant la durée de la publicité légale et avant le 9 décembre 2017,

CONSIDERANT la date de fin d'instruction de la demande du GAEC ELEVEURS DES BAOUS au 9 février 2018,

CONSIDERANT que cette date peut permettre de présenter la demande du GAEC ELEVEURS DES BAOUS et les quatre demandes concurrentes lors d'une séance de la CDOA du département des Alpes-Maritimes pour recueillir son avis,

CONSIDERANT que l'arrêté R93-2017-12-14-001 visé ci-dessus a été pris en méconnaissance des quatre demandes concurrentes,

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'arrêté R93-2017-12-14-001 portant autorisation d'exploiter du GAEC ELEVEURS DES BAOUS domicilié 3-4 rue de la poudrière 06640 SAINT-JEANNET du 14 décembre 2017 et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur R93-2017-131 du 15 décembre 2017 est retiré.

ARTICLE 2

Le secrétaire général pour les affaires régionales de Provence-Alpes-Côte d'Azur, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le préfet du département des Alpes-Maritimes, le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes, le maire de la commune de CLANS, le maire de la commune de MARIE et le maire de la commune de RIMPLAS sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à Marseille, le

24 JAN. 2018

Le Directeur Régional
de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt

Patrice DE LAURENS

Vous pouvez contester cette décision dans un délai de deux mois à compter de sa notification en déposant :

- soit un recours gracieux devant le préfet ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille.

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours), vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille.

SGAMI SUD

R93-2018-01-22-002

**Arrêté autorisant l'ouverture d'un recrutement des
Adjoints de Sécurité de la Police Nationale – 2ème session
2018**



PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD

SECRETARIAT GENERAL DE LA ZONE DE
DEFENSE ET DE SECURITE SUD

SECRETARIAT GENERAL
POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTERE DE
L'INTERIEUR SUD

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

BUREAU DU RECRUTEMENT ET DE LA
FORMATION



N° SGAMI/DRH/BRF/ N°2018/

LE PREFET DE ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE PREFET DE REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR PREFET DES BOUCHES DU RHONE

Arrêté autorisant l'ouverture d'un recrutement des Adjoints de Sécurité de la Police Nationale – 2ème session 2018

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité modifiée par la loi n°97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement des activités pour l'emploi des jeunes;

VU la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale;

VU le décret n°2000-800 du 24 août 2000, relatif aux adjoints de sécurité, modifié par les décrets n°2004-1415 du 23 décembre 2004 et n°2012-686 du 7 mai 2012 ;

VU le décret n°2004-1439 du 23 décembre 2004 portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale;

VU le décret n°2017-0101 du 29 avril 2017, portant nomination de Madame Magali CHARBONNEAU, sous-préfète hors classe, secrétaire générale de la zone de défense et de sécurité sud auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte-D'azur, préfet de la zone de défense et de sécurité sud, préfet des Bouches du Rhône;

VU le décret n°2014-296 du 6 mars 2014 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et de la sécurité intérieure ;

VU le décret n°2015-76 du 27 janvier 2015 modifiant diverses dispositions relatives aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur;

VU l'arrêté du 24 août 2000, modifié par les arrêtés du 16 juin 2004, du 3 janvier 2011, du 11 décembre 2012, du 27 janvier 2015 et du 10 décembre 2015, fixant les modalités de recrutement et de formation des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes;

VU l'arrêté du 24 août 2000 fixant les droits et obligations des adjoints de sécurité modifié par l'arrêté du 27 janvier 2015;

VU l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2014 portant organisation du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur de la zone de défense et de sécurité sud ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 mai 2017 portant délégation de signature à Madame Magali CHARBONNEAU, sous-préfète hors classe, secrétaire générale de la zone de défense et de sécurité Sud ;

VU la circulaire NOR/INT/C/99/00186/C du 16 août 1999 relative aux conditions d'emploi, de recrutement et de formation des adjoints de sécurité;

VU la circulaire NOR/INT/C/15/02377C du 29 janvier 2015 relative au recrutement des adjoints de sécurité de la police nationale;

VU la circulaire NOR/INT/C/16/22838C du 08 août 2016 relative au recrutement des adjoints de sécurité de la police nationale;

SUR proposition de la secrétaire générale de zone de défense et de sécurité Sud ;

ARRETE

ARTICLE 1ER - Un recrutement d'adjoint de sécurité est organisé dans le ressort du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur sud. Les départements concernés sont les : **04** – Alpes-de-Haute-Provence – **05** Hautes-Alpes – **06** Alpes-Maritimes – **09** Ariège – **12** Aveyron – **13** Bouches-du-Rhône – **2A** Corse-du-Sud – **2B** Haute-Corse – **30** Gard – **32** Gers – **46** Lot – **48** Lozère – **65** Hautes-Pyrénées – **81** Tarn – **83** Var – **84** Vaucluse

ARTICLE 2 – La date d'ouverture des inscriptions est fixée au 22 janvier 2018.

La date limite de retrait des dossiers est fixée au 23 février 2018.

La date limite de dépôt des dossiers est fixée également au 23 février 2018 (le cachet de la poste faisant foi).

ARTICLE 3 - Les tests psychotechniques auront lieu à compter du 9 mars 2018 à Marseille, Toulouse, Nice et en Corse.

Les épreuves sportives auront lieu à Marseille, Toulouse, Nice et en Corse à compter du 9 mars 2018 (un centre d'examen à Fos-sur-Mer pourra être ouvert si le nombre de candidats le nécessite).

Les candidats déclarés admissibles seront convoqués pour l'épreuve d'admission qui aura lieu à Marseille, Toulouse, Nice et en Corse à compter du 9 avril 2018.

ARTICLE 4 - le préfet de zone de défense et de sécurité Sud, préfet de région Provence Alpes Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 janvier 2018

Pour le Préfet de zone de défense et de sécurité Sud
la directrice des ressources humaines

Signé

Céline BURES